



T

tremplin le mag

N°44 - FÉVRIER 2025

STAGES INTENSIFS TREMPLIN

Travaillez et consolidez vos connaissances en questions contemporaines, histoire et en anglais grâce au livret, à la masterclass, aux cours, exercices, ateliers d'écriture, etc.

Stage de la Toussaint*

Stage de Noël*

Stage de Février**



 **En distanciel, en visioconférence.**

 **En présentiel dans les villes des 7 Sciences Po du réseau ScPo :**
Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

Retrouvez toutes les informations sur le site internet Tremplin IEP

Les places sont limitées, réservez la votre dès maintenant !

* Les stages de la Toussaint et de Noël se déroulent exclusivement en distanciel et sont réservés uniquement aux élèves de Terminale.

** Le stage de février est ouvert aux élèves de Première (en distanciel) ainsi qu'aux élèves de Terminale (en distanciel et en présentiel).



S'inscrire



Editorial

L'actualité internationale de ces dernières semaines est particulièrement riche, en particulier du fait du retour à la Maison blanche de Donald Trump et de ses annonces successives. La Russie pourrait ainsi obtenir des concessions territoriales et diplomatiques pour mettre fin à son agression en Ukraine, tandis que le Danemark, le Mexique ou le Canada subissent de leur côté les velléités expansionnistes du président des Etats-Unis. L'Europe, fragilisée par un décrochage économique et des difficultés politiques, semblent plus que jamais spectatrice de ces dynamiques géopolitiques en cours.

En France, la crise politique en cours n'a pas empêché la réforme du RSA, quitte à imposer des contreparties pour continuer à bénéficier de ce mécanisme de solidarité. Les débats accompagnant cette réforme qui redéfinit le principe même de

cette politique sociale au nom du retour à l'emploi sont pourtant moins vifs que d'autres. La mort de Jean Marie Le Pen ou les propositions radicales de Bruno Retailleau sur l'immigration demeurent quant à elles, clivantes.

Horizon Sciences Po est, enfin, l'occasion de découvrir deux nouvelles références mentionnées dans la bibliographie du réseau ScPo relative aux solidarités. La philosophe Marie-Claude Blais a ainsi produit un ouvrage indispensable pour bien définir et recontextualiser le terme de solidarité, *La solidarité. Histoire d'une idée*. La deuxième référence prolonge la Masterclass qui s'est tenue début février, en abordant *La solidarité individualiste. L'assistance moderne aux sans-abris et ses pathologies* du sociologue Edouard Gardella.



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS - M. Vincent BIENSTMAN - M. Jonathan HIRIART - M. Cyril HUNAUT

PHOTOS

Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Donald Trump signant des décrets dans une mise en scène orchestrée au soir de son investiture à Washington le 6 janvier 2025 (Jim Watson / AFP) - Les otages israéliens Ohad Ben Ami, Or Levy et Eli Sharabi (de gauche à droite) ont été emmenés sur un podium lors d'une mise en scène organisée par des combattants du Hamas (Bashar Taleb / AFP) - Une maison en flamme dans la région d'Altadena, comté de Los Angeles, le 9 janvier 2025 (Josh Ederlson / AFP) - Joseph Aoun passe les gardes en revue à son arrivée au Parlement à Beyrouth, le 9 janvier 2025 (Hussein Mall / AP) - Le président Croate Zoran Milanovic au soir de sa réélection le dimanche 12 janvier 2025 (Damir Zencar / AFP) - Alexandre Loukachenko votant à Minsk le 26 janvier 2025, un scrutin qualifié de « mascarade » par l'Union européenne (Pavel Bednyakov / AP) - La porte principale du camp d'Auschwitz-Birkenau, lors des commémorations du 80e anniversaire de la libération des camps de concentration le 27 janvier 2025. (Ludovic Marin / AFP) - Drapeaux français (Pxhere) - François Bayrou et François Hollande en discussion à l'Assemblée nationale (Akamaized) - François Bayrou lors de son interview sur le plateau de LCI (francetvinfo) - Michel Rocard à la tribune de l'Assemblée nationale (les échos) - L'accueil d'une agence France Travail (les déchargeurs) - Un verre qui reste vide pendant le dry January (cdn futura sciences) - Les jeunes font partie des gros consommateurs occasionnels d'alcool (cdn prod medical news) - Elisabeth Borne lors de sa prise de fonction comme Ministre de l'Éducation - Un salon étudiant pour trouver sa formation (sud-ouest) - Marine Le Pen lors des obsèques de son père (sud-ouest) - Des scènes de joie à Paris après l'annonce de la mort de Jean-Marie Le Pen - Buste (Unplash) - Couverture *la solidarité. Histoire d'une idée*, Marie-Claude Blais - Couverture *La solidarité individualiste. L'assistance moderne aux sans-abris et ses pathologies*, Edouard Gardella

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

ACTUALITÉ NATIONALE..... 23

HORIZON SCIENCES PO

- Marie-Claude Blais, *La solidarité. Histoire d'une idée*, 2007 37

- Edouard Gardella, *La solidarité individualiste. L'assistance moderne aux sans-abris et ses pathologies*, 2023 38

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

1. 2025, quels enjeux géopolitiques ?
2. Le retour de Trump à la Maison blanche, vers un nouvel impérialisme américain ?
3. Israël / Hamas, un cessez le feu sous haute tension
4. DeepSeek, l'émergence d'une superpuissance chinoise de l'IA
5. Los Angeles en flammes, une catastrophe annoncée
6. À la sortie des urnes : Liban, Croatie et Biélorussie
7. Commémoration du 80e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau
8. Dans nos librairies ce mois-ci

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE CULTURE (podcast): 2025, perspectives

LE GRAND CONTINENT: 2025 en douze points clefs

2025, QUELS ENJEUX GÉOPOLITIQUES ?

Dans son discours aux Ambassadeurs, le 6 janvier 2025, Emmanuel Macron n'a pas manqué d'évoquer un nouveau "désordre du monde". Il s'est efforcé de réagir contre tout défaitisme, de souligner les atouts de la France et d'appeler à un sursaut de l'Europe. Ukraine, face-à-face avec l'Amérique de Donald Trump, rôle de l'Union européenne, reconfiguration du Moyen-Orient, relation avec les puissances moyennes, défense et promotion du multilatéralisme : autant d'enjeux interconnectés, traversés par des défis transversaux tels que la question chinoise. 2025, une année qui s'annonce comme un tournant géopolitique majeur.

Enjeu n°1 : guerre et (éventuellement) paix en Ukraine ?

En février 2022, la Russie a lancé une offensive visant à s'emparer de l'Ukraine, misant sur un effondrement rapide du pays. Pourtant, ce scénario ne s'est pas réalisé. La résistance acharnée des Ukrainiens a contraint les Occidentaux à leur apporter un soutien militaire. Reste à savoir si l'ampleur et la rapidité de ces livraisons d'armes ont été suffisantes : une question qui alimentera les débats des historiens. Dans l'immédiat, la Russie progresse lentement sur le front, sans percée décisive, tandis que l'Ukraine souffre, notamment sous l'effet des bombardements continus visant civils et infrastructures. Le pays tient bon, mais ses dirigeants ne peuvent exclure qu'un

jour ou l'autre, une partie du front ne cède.

Donald Trump a plusieurs fois affirmé qu'il réglerait le conflit en 24 heures. Depuis son élection, il adopte un ton plus mesuré, évoquant un délai de quelques mois. Anticipant cette évolution, le président Zelenski a ajusté sa position : il se dit désormais prêt à envisager des concessions territoriales en échange d'une adhésion à l'OTAN ou de garanties de sécurité équivalentes. En réalité, il est probable que les dirigeants ukrainiens préfèrent la ligne de Trump à celle de Biden. Avec ce dernier, un soutien souvent tardif ou insuffisamment affirmé les exposait à une guerre interminable, un scénario qui, face à l'avantage démographique et stratégique de la Russie, risquait de les mener à l'échec. À l'inverse, Trump pourrait chercher à clore rapidement le conflit, mais au prix d'un accord défavorable pour l'Ukraine.

La responsabilité des Européens apparaît ici comme un enjeu clé. Certains analystes minimisent l'impact stratégique qu'aurait une défaite de l'Ukraine, qu'elle soit explicite ou déguisée, sur l'Europe. Un tel scénario représenterait un revers majeur, en particulier pour la France et le Royaume-Uni, dont l'image internationale en pâtirait. De plus, la sécurité européenne serait directement menacée par un succès russe, d'autant plus inquiétant dans un contexte où l'engagement des États-Unis sur le Vieux Continent tend à décliner. Il reste incertain dans quelle mesure Londres, Paris et d'autres capitales européennes – en

attendant que Berlin retrouve une stabilité gouvernementale – se sont préparées à mener des discussions approfondies avec Washington sur la question ukrainienne.

Dans tous les cas, les Européens ne pourront réellement peser sur l'issue du conflit que s'ils sont en mesure d'apporter une contribution significative aux garanties de sécurité exigées par Kiev. Cela implique une aide militaire durable, pouvant aller jusqu'à un certain niveau de déploiement de troupes européennes en Ukraine, afin de rendre un éventuel accord acceptable pour les Ukrainiens. Par ailleurs, il n'existe aucune indication que la Russie de Vladimir Poutine se montre aussi pressée que Donald Trump de conclure un accord, ce qui impose, quoi qu'il arrive, de maintenir, et même d'intensifier l'assistance européenne à l'Ukraine – tant sur le plan militaire que sur les volets économique et financier.

Enjeu n°2 : le paramètre Trump

Difficile de dire si le retour de Donald Trump constitue un défi plus pressant que la question ukrainienne. Les deux enjeux sont intrinsèquement liés et le retour d'un Trump encore plus imprévisible à la Maison-Blanche aurait des conséquences profondes – voire déstabilisatrices – sur l'ensemble de la scène internationale.

Dans les semaines suivant sa réélection, les capitales européennes ont cherché à se rassurer : après tout, elles ont déjà affronté un mandat trumpien. À Paris, notamment, l'idée dominante est que Trump reste un pragmatique avec qui il suffit de négocier un "bon deal". Son exigence récente d'un effort de défense de 5 % du PIB chez ses alliés serait, selon certains, une simple tactique d'ouverture des discussions. Par ailleurs, le choc commercial attendu pour l'Union européenne était anticipé, et les services compétents de la Commission s'y sont préparés.

Cependant, ces derniers jours, le ton a changé et une fébrilité croissante gagne les décideurs européens. Loin de s'être assagi, Trump multiplie les annonces déconcertantes : il réclame le Groenland, évoque l'annexion du Canada et du canal de Panama. Son allié, Elon Musk – l'homme le plus riche du monde – va plus loin encore, menaçant directement le Premier ministre britannique et affichant ouvertement son soutien à l'extrême droite allemande ainsi qu'à d'autres mouvements réactionnaires en Europe. D'autres figures majeures de la tech, principalement issues de la Silicon Valley, lui emboîtent le pas, à commencer par Mark Zuckerberg, dont la récente déclaration annonçant la restriction du fact-checking sur ses plateformes se distingue par des attaques d'une rare virulence contre l'Union européenne et ses politiques de régulation. On peut dès lors s'interroger : assiste-t-on à une nouvelle forme de confrontation hybride, menée par les États-Unis contre l'Europe sur les fronts commercial, économique et culturel ? Une confrontation qui viendrait s'ajouter aux tensions déjà existantes avec la Russie et la Chine ?

Enjeu N°3 : une mauvaise passe persistante pour l'UE ?

Il est incontestable que l'UE constitue en effet la première ligne de défense de la France face aux turbulences du monde. L'Union européenne et ses États-membres traversent un moment de grande faiblesse. Depuis dix ans, le poids économique de l'Europe, jusqu'ici équivalent au poids de l'Amérique, a décroché par rapport à celui-ci.

Les technologies de pointe, telles que l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, les biotechnologies et les énergies renouvelables, sont devenues des enjeux majeurs de compétitivité mondiale. Les États-Unis et la Chine y investissent massivement, ce qui leur permet de dominer ces secteurs stratégiques. L'Europe, en revanche, peine à suivre le rythme, faute d'investissements comparables et d'un cadre politique et réglementaire suffisamment incitatif. Le débat européen semble marqué par une certaine inertie, qu'il s'agisse des solutions avancées par Emmanuel Macron ou des propositions récemment formulées par Enrico Letta et Mario Draghi dans leurs rapports respectifs. Cette stagnation peut s'expliquer par la nature insidieuse de la crise économique européenne : le chômage dans la zone euro demeure relativement faible et, bien que fragile, la croissance n'a pas encore basculé dans la récession. Cependant, l'Allemagne traverse une véritable crise économique, et c'est peut-être de Berlin que pourrait émerger un nouveau souffle pour l'Union européenne. Le chancelier Olaf Scholz devrait en effet céder sa place après les élections générales de fin février à Friedrich Merz, leader de la CDU. La formation d'un gouvernement de coalition – potentiellement entre la CDU et les Verts – pourrait prendre quatre à six semaines. Si ce scénario se concrétise, il ouvrirait une opportunité sérieuse de relancer la coopération entre Paris et Berlin, paralysée durant le mandat de Scholz. Merz se distingue par une posture beaucoup plus affirmée que Scholz sur l'Ukraine. Il apparaît également déterminé à donner une impulsion inédite à la coopération européenne en matière de défense, une ambition qui suppose un dialogue renforcé avec la France, le Royaume-Uni et la Pologne. Mais un tel sursaut peut-il être envisagé sans un redémarrage économique parallèle ? Si les projections électorales se confirment, le futur chancelier pourrait faire preuve d'innovation en soutenant certaines propositions françaises, telles que la création d'une capacité d'emprunt au niveau de l'Union européenne. Dans ce contexte, il serait crucial que la France, malgré son instabilité politique interne, ne manque pas ce rendez-vous stratégique.

Enjeu N°4 : la nouvelle carte géopolitique du Proche-Orient

Israël a été frappé de plein fouet le 7 octobre 2023 par une attaque soudaine et d'une violence exceptionnelle du Hamas. En réponse, l'État hébreu a riposté avec une puissance considérable, déployant son action en plusieurs phases, suivant une logique d'expansion progressive : d'abord la bande de Gaza, soumise à des opérations d'une intensité et d'une durée

inédites, puis ses adversaires régionaux, dont l'Iran, ciblé à deux reprises par des frappes, et enfin le Hezbollah sur son territoire au Liban.

Cette riposte s'inscrit dans une double dynamique : restaurer la capacité de dissuasion d'Israël face aux Palestiniens, puis remodeler en profondeur l'équilibre géopolitique de la région. L'un des effets majeurs serait l'affaiblissement de l'Iran, désormais privé d'une grande partie de son réseau de forces supplétives et exposé à des attaques potentielles sur ses infrastructures nucléaires. En parallèle, cette stratégie a engendré d'autres conséquences, telles qu'un changement de régime en Syrie, un renforcement relatif de la Turquie ainsi que la résolution de l'impasse politique au Liban, avec enfin l'élection d'un président et la nomination d'un nouveau Premier ministre après deux ans de blocage.

Que nous réservent les prochains mois avec le retour de Trump à la Maison-Blanche, dont l'influence s'étend déjà au Proche Orient. Le 47^e président des États-Unis, a exprimé sa volonté de faire taire les armes au Proche-Orient. Face à cette nouvelle administration, le Premier ministre israélien pourrait disposer d'au moins deux leviers stratégiques : d'une part, une coopération accrue sur le dossier iranien, pouvant aller jusqu'à des frappes conjointes contre les infrastructures nucléaires de Téhéran, alors que Trump a réaffirmé son intention d'imposer à l'Iran une politique de "pressions maximales" ; d'autre part, la poursuite du processus des accords d'Abraham, cette fois avec l'Arabie Saoudite, élément central de l'approche régionale de Trump lors de son premier mandat.

Enjeu n°5 : l'affirmation du Sud global

Longtemps perçu avec une certaine condescendance par les Occidentaux, le club des BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) est désormais pris beaucoup plus au sérieux. Ce changement de perception s'est amorcé, peut-être, après son grand sommet à Kazan en octobre 2024, ou plus largement en raison de son influence grandissante dans le Sud global, qui le rend incontournable sur l'échiquier international. Parallèlement à cette dynamique, une nouvelle catégorie d'États s'est imposée dans les analyses géopolitiques : celle des "middle powers". Pourtant, ce concept peine encore à s'ancrer dans le débat en France, malgré son importance croissante. À l'inverse, chez nos voisins britanniques, souvent jugés plus pragmatiques, le Foreign Office a, depuis plusieurs années, mis en place une cellule dédiée à ces "middle ground powers", illustrant leur approche proactive face à l'évolution des rapports de force mondiaux.

Dans le monde actuel, les puissances intermédiaires du Sud – de l'Inde à la Turquie, de l'Arabie Saoudite à l'Indonésie, du Kazakhstan au Maroc, ainsi que bien d'autres – occupent désormais une place économique et, par extension, politique qui ne peut plus être considérée comme marginale. Leur choix

de ne pas isoler économiquement la Russie et, pour la plupart, de ne pas appliquer les sanctions occidentales a largement contribué à permettre à Vladimir Poutine de financer la guerre en Ukraine. Par ailleurs, le sentiment persistant d'un "deux poids, deux mesures", exacerbé par le conflit israélo-palestinien, renforce leur éloignement vis-à-vis des puissances occidentales, accentuant ainsi la fracture géopolitique mondiale.

Ainsi, les Européens doivent prendre pleinement conscience de leur isolement, confrontés d'un côté à la menace stratégique posée par la Russie et, sous une autre forme, par la Chine, et de l'autre à un possible désengagement des États-Unis, que laisse entrevoir le retour de Trump.

Enjeu n°6 : Le multilatéralisme est-il condamné à l'échec ?

Le multilatéralisme, pierre angulaire des relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, traverse une crise profonde. À l'heure où les grandes puissances privilégient des stratégies unilatérales ou des alliances circonstancielles, faut-il considérer qu'il est voué à l'échec ? Ou bien assiste-t-on à une transformation de son rôle et de ses mécanismes ? En 2025, plusieurs défis majeurs redéfinissent le paysage géopolitique et interrogent la capacité du multilatéralisme à répondre aux enjeux globaux. Les tensions entre les États-Unis, la Chine et la Russie rendent le fonctionnement des grandes organisations internationales, particulièrement difficile. Le Conseil de sécurité de l'ONU, paralysé par les vétos des membres permanents, illustre l'incapacité du système actuel à gérer des crises majeures comme la guerre en Ukraine ou le conflit israélo-palestinien. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) peine à s'adapter à la montée du protectionnisme, tandis que les négociations sur le climat restent bloquées par l'opposition entre pays développés et émergents. Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche risque d'accentuer cette dynamique. En adoptant une approche plus isolationniste et transactionnelle, les États-Unis pourraient se détourner des institutions multilatérales, laissant la Chine et la Russie renforcer leurs propres sphères d'influence. L'OTAN, pilier de la sécurité européenne, pourrait voir son rôle fragilisé si Washington décide de réduire son engagement militaire sur le continent.

Face à cette fragmentation, de nouveaux pôles d'influence émergent. Le club des BRICS+, qui s'est élargi en 2024 avec l'adhésion de nouveaux membres comme l'Arabie Saoudite, l'Iran ou l'Égypte, cherche à se poser en alternative aux institutions dominées par l'Occident. Ces pays revendiquent une approche plus égalitaire des relations internationales, remettant en question l'hégémonie du dollar et développant leurs propres mécanismes financiers, à l'image de la Nouvelle Banque de Développement.

Dans ce contexte, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-est jouent un rôle croissant dans la redéfinition du

multilatéralisme. Plutôt que d'intégrer des structures existantes, ces puissances intermédiaires privilégient des coopérations régionales et des accords bilatéraux qui réduisent la dépendance aux institutions traditionnelles.

Plutôt que d'être voué à l'échec, le multilatéralisme semble engagé dans une profonde mutation. Son modèle traditionnel, dominé par les institutions internationales nées après 1945, est remis en cause par la montée des tensions entre grandes puissances et l'essor du Sud global. Toutefois,

la coopération internationale ne disparaît pas ; elle prend de nouvelles formes, plus flexibles, plus régionales, et davantage orientées vers des objectifs concrets.

En 2025, l'enjeu pour les Européens sera d'adapter leur diplomatie à cette nouvelle réalité, en jouant sur plusieurs tableaux : préserver les structures existantes lorsqu'elles restent efficaces, tout en s'engageant dans des coalitions thématiques capables de produire des résultats. Plus que jamais, l'avenir du multilatéralisme dépendra de sa capacité à se réinventer. ♦



LE RETOUR DE TRUMP À LA MAISON BLANCHE, VERS UN NOUVEL IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ?

L'élection de Donald Trump pour un second mandat à la présidence des États-Unis marque un tournant géopolitique majeur. Alors que l'impérialisme de Washington n'a jamais véritablement cessé d'exister, l'ancien et désormais futur président affiche des ambitions expansionnistes inédites, à la fois symboliques et stratégiques. Entre provocations diplomatiques, remise en cause des équilibres internationaux et affirmation d'une puissance américaine décomplexée, son retour à la Maison-Blanche pose une question cruciale : jusqu'où ira l'Amérique de Trump ?

L'expansionnisme américain ne date pas de Trump. Depuis ses origines, les États-Unis ont poursuivi une politique d'expansion territoriale et d'influence. L'histoire en est jalonnée : la guerre contre le Mexique (1846-1848) a permis aux États-Unis de s'approprier la Californie, l'Arizona, le Nouveau-Mexique, le Texas et d'autres territoires. Dans le même temps, Washington a soutenu la sécession du Guatemala, coupant ainsi le Mexique de ses provinces méridionales et facilitant son intervention régulière en Amérique centrale.

À la fin du XIXe siècle, la guerre hispano-américaine a donné aux États-Unis le contrôle de Cuba, de Porto Rico et des Philippines, consolidant ainsi leur présence stratégique dans les Caraïbes et le Pacifique. Cette logique impériale s'est poursuivie au XXe siècle avec des interventions répétées en Amérique latine et dans le reste du monde, notamment en Afghanistan et en Irak au XXIe siècle. Avec Donald Trump, cette tradition expansionniste prend un tournant plus direct et assumé. Contrairement à ses prédécesseurs, qui pratiquaient un impérialisme parfois masqué

derrière des discours diplomatiques, Trump opte pour une approche plus frontale, mêlant provocations, annonces chocs et diplomatie transactionnelle.

Avant même sa prise de fonction officielle, Donald Trump a multiplié les déclarations spectaculaires qui laissent entrevoir une vision très particulière des relations internationales. Parmi les plus marquantes Trump a suggéré que le Canada devienne le 51e État des États-Unis, allant jusqu'à qualifier son Premier ministre, Justin Trudeau, de simple "gouverneur du Canada". Cette déclaration, perçue comme une provocation, pourrait pourtant préparer le terrain à des tensions commerciales avec le voisin nord-américain. Malgré l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC), Trump pourrait menacer Ottawa d'une élévation des droits de douane pour obtenir des concessions économiques. Rétrocédé au Panama en 1999, le canal est une voie stratégique majeure pour le commerce mondial et un point d'appui essentiel pour la puissance navale américaine. Trump suggère que Washington pourrait récupérer ce passage clé, invoquant des raisons stratégiques et géoéconomiques. Derrière cette idée, se cache sans doute la volonté d'obtenir des conditions exceptionnellement favorables pour le passage des navires américains et de contrer l'influence grandissante de la Chine, qui finance de nombreuses infrastructures en Amérique latine. Déjà en 2019, Trump avait proposé d'acheter le Groenland, territoire danois à l'importance stratégique croissante en raison de sa position dans l'Arctique et de ses immenses ressources naturelles. Si l'idée avait été rejetée à l'époque par Copenhague, Trump la remet sur la table, mettant en avant les enjeux économiques et géostratégiques. L'intérêt

américain pour le Groenland est double : exploiter ses richesses minières et renforcer la présence militaire des États-Unis dans une région où la Russie et la Chine gagnent en influence. Enfin, Trump a également annoncé vouloir rebaptiser le Golfe du Mexique en "Golfe d'Amérique", une démarche qui illustre bien sa volonté de renforcer le poids symbolique et hégémonique des États-Unis sur la région.

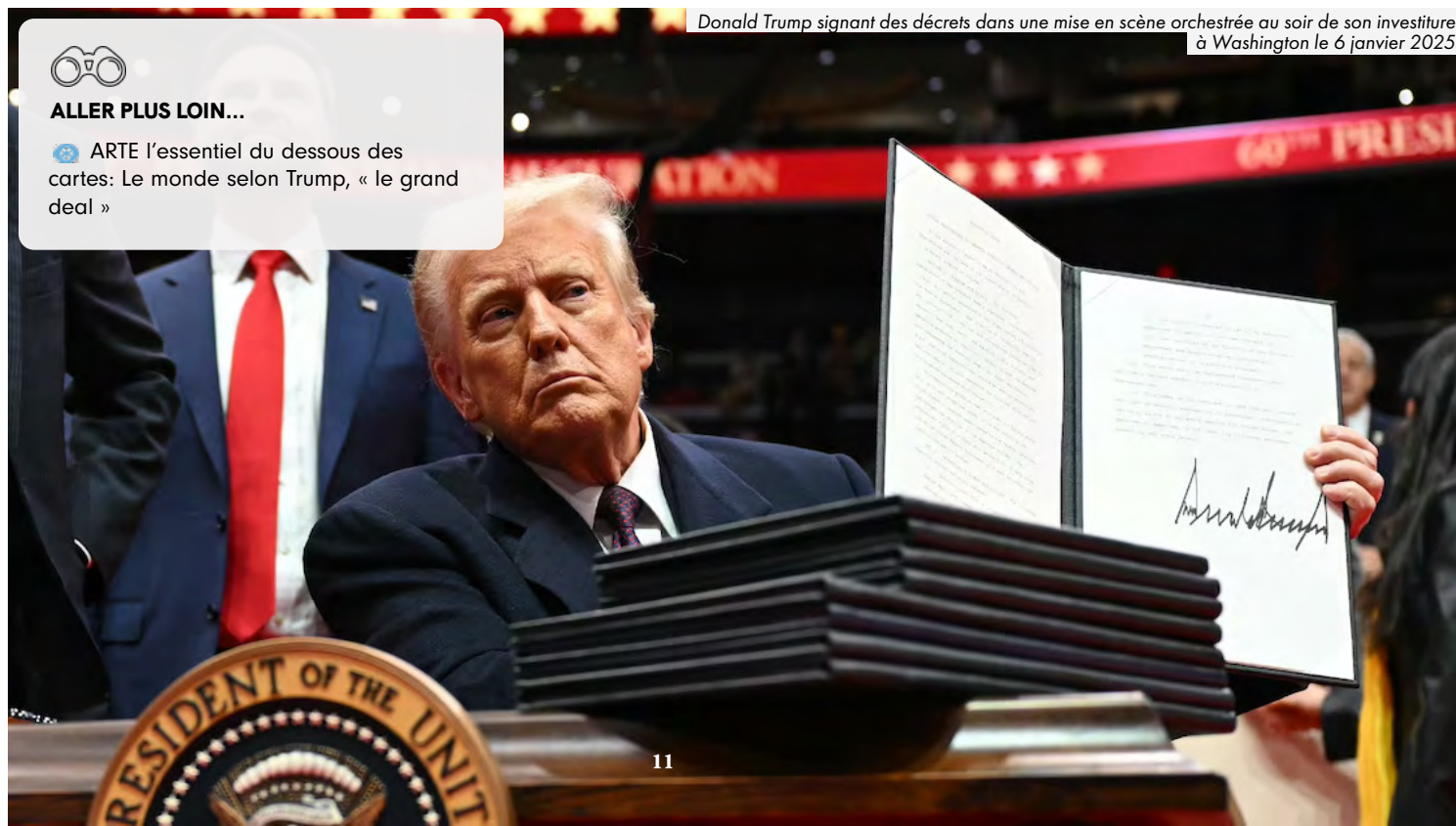
Une stratégie à visée multiple

Derrière ces déclarations, souvent perçues comme provocatrices, se cache une stratégie plus complexe. Trump est un négociateur habitué aux rapports de force. Ses annonces peuvent poursuivre plusieurs objectifs, en laissant entendre qu'Ottawa pourrait être absorbé par les États-Unis, Trump crée une incertitude économique qui pourrait lui permettre d'imposer des conditions commerciales plus favorables aux Américains. Parallèlement, en revendiquant son influence sur le canal de Panama, une infrastructure clé pour le commerce international, Washington cherche à empêcher d'autres puissances, notamment la Chine, de contrôler les routes commerciales essentielles. Dans le même temps, la fonte des glaces en Arctique ouvre de nouvelles routes commerciales et met en lumière les ressources naturelles du Groenland, incitant Trump à sécuriser l'accès américain à cette zone stratégique et à positionner Washington comme un acteur clé de l'Arctique. Enfin, rebaptiser le Golfe du Mexique ne revêt pas de véritable portée géopolitique, mais renforce son discours populiste et souverainiste en marquant les esprits et en galvanisant son électorat à travers une rhétorique de domination et de puissance retrouvée.

Quelles conséquences pour l'ordre mondial ?

Le retour de Trump à la Maison-Blanche et son approche expansionniste pourraient profondément bouleverser l'équilibre géopolitique mondial. Si ses revendications sur le Canada ou le Groenland vont trop loin, elles risquent de provoquer des tensions diplomatiques majeures avec Ottawa et Copenhague, fragilisant potentiellement l'OTAN alors que ces pays sont des alliés stratégiques des États-Unis. Dans le même temps, la volonté de Washington de renforcer son contrôle sur le canal de Panama pourrait être perçue en Amérique latine comme un retour à une politique interventionniste, alimentant l'hostilité régionale et poussant certains États à se rapprocher de la Chine et de la Russie. Enfin, le Groenland et le canal de Panama étant des points d'intérêt majeurs pour Pékin, qui y investit massivement, les ambitions de Trump pourraient intensifier la confrontation avec la Chine, accentuant encore davantage la rivalité sino-américaine sur les plans économique et stratégiques.

Les ambitions affichées par Donald Trump rappellent par certains aspects la "doctrine Monroe", qui visait à limiter l'ingérence européenne sur le continent américain. Toutefois, son approche s'inscrit dans une logique plus globale, où les États-Unis cherchent non seulement à renforcer leur mainmise sur l'hémisphère occidental, mais aussi à réaffirmer leur suprématie mondiale face aux nouvelles puissances montantes. Reste à voir si ces annonces se traduiront en actions concrètes ou si elles ne sont que des coups de communication destinés à redéfinir les rapports de force internationaux. Une chose est sûre : avec Trump de retour à la Maison-Blanche, l'ère de la diplomatie feutrée semble révolue. ♦



Donald Trump signant des décrets dans une mise en scène orchestrée au soir de son investiture à Washington le 6 janvier 2025



ALLER PLUS LOIN...

🌐 ARTE l'essentiel du dessous des cartes: Le monde selon Trump, « le grand deal »



Les otages israéliens Ohad Ben Ami, Or Levy et Eli Sharabi (de gauche à droite) ont été emmenés sur un podium lors d'une mise en scène organisée par des combattants du Hamas.



ALLER PLUS LOIN...

LE GRAND CONTINENT: Transformer les efforts de paix au Proche-Orient

IRIS: Gaza, l'urgence humanitaire malgré le cessez le feu

ISRAËL /HAMAS, UN CESSEZ LE FEU SOUS HAUTE TENSION

Le Proche-Orient est une région marquée par des décennies de conflits, de tensions et de drames humains. Pourtant, l'accord de cessez-le-feu mis en place sous l'impulsion de l'administration américaine de Joe Biden, et rendu possible par la politique antérieure de Donald Trump, ouvre une parenthèse d'espoir. Dans ce contexte, la libération de 33 des 98 otages encore aux mains du Hamas contre la libération de centaines de prisonniers palestiniens interroge sur l'avenir de la région et les leçons stratégiques à tirer. Cet espoir est-il fondé ? Quels en sont les enjeux réels et les perspectives ?

L'accord prévoyant la libération progressive des otages contre celle de prisonniers palestiniens s'inscrit dans une logique de compromis difficile. Chaque otage est échangé contre 33 prisonniers palestiniens, voire 50 dans le cas d'une soldate, ce qui traduit la pression intense sur le gouvernement

israélien pour ramener ses citoyens chez eux. Néanmoins, cette équation met en lumière un dilemme moral et stratégique : en renforçant potentiellement le Hamas affaibli par les opérations militaires israéliennes, Tsahal et le gouvernement Netanyahu prennent-ils le risque de nourrir une nouvelle escalade future ? La situation à Gaza reste dramatique. Les infrastructures sont détruites, la population civile est en souffrance, et les perspectives de reconstruction paraissent lointaines. Cette réalité nourrit le ressentiment et pose un problème de fond : tant qu'une solution durable ne sera pas trouvée, les cycles de violences continueront.

Le Proche-Orient demeure un terrain où le cynisme politique prime. La libération des otages et des prisonniers ne résout en rien le conflit de fond. Le Hamas, bien que stratégiquement affaibli, peut profiter de cet échange pour

redorer son image au sein de la population palestinienne et réorganiser ses forces. Israël, de son côté, s'inscrit toujours dans une logique de défense énergique qui ne laisse guère de place aux compromis à long terme. Les pays arabes, notamment l'Égypte et le Qatar, ont joué un rôle clé dans la négociation. Leur implication montre une prise de conscience de l'importance d'éviter une explosion régionale du conflit. Mais leur marge de manœuvre reste limitée par des intérêts nationaux divergents et une influence restreinte sur le Hamas et Israël.

Le Proche-Orient a connu d'innombrables espoirs déçus, chaque accalmie étant suivie d'une nouvelle flambée de violence. L'apaisement durable repose sur des solutions politiques de fond, notamment la relance d'un processus de paix crédible. Pourtant, plusieurs obstacles majeurs persistent. L'absence de leadership fort et modéré empêche des avancées significatives, aucun dirigeant, ni en Israël ni en Palestine, ne semblant prêt à des concessions décisives. La radicalisation des sociétés alimente cette impasse : la population israélienne, marquée par les attentats et les guerres successives, rechigne aux compromis, tandis que les Palestiniens, écrasés par le blocus et les destructions, considèrent le Hamas comme l'un

des derniers défenseurs de leur cause. Le jeu des puissances extérieures complexifie encore la situation, l'Iran, les États-Unis, la Russie et les pays du Golfe poursuivant des stratégies divergentes qui entravent tout consensus.

Si le cessez-le-feu et l'échange d'otages constituent une avancée, ils ne règlent rien sur le fond. L'avenir de Gaza demeure incertain, la Cisjordanie reste en proie aux tensions, et la région, engluée dans ses fractures, ne pourra sortir de cette spirale qu'au prix d'un véritable effort de paix, appuyé par la communauté internationale et accepté par les populations concernées. Les répliques du séisme du 7 octobre 2023 s'étendront sur des décennies, rendant la réconciliation encore lointaine. Le cynisme politique s'est renforcé, mais renoncer à toute issue pacifique reviendrait à accepter l'instabilité perpétuelle. Si une lueur d'espoir subsiste, elle repose sur la capacité des acteurs à comprendre que la paix ne peut être bâtie que sur des bases justes et durables. Jusqu'à preuve du contraire, l'Histoire nous enseigne que seule la volonté politique, alliée à la pression des sociétés civiles, peut inverser le cours d'une fatalité annoncée. ♦



DEEPSEEK, L'ÉMERGENCE D'UNE SUPERPUISSANCE CHINOISE DE L'IA

Depuis janvier 2025, une nouvelle intelligence artificielle (IA) chinoise, développée par l'entreprise DeepSeek, fait beaucoup parler d'elle. Elle est décrite comme plus performante et beaucoup moins chère que ses concurrentes américaines, notamment celles de géants comme OpenAI (créateur de ChatGPT) et Google. Cette annonce a eu un impact considérable sur le marché boursier : l'entreprise américaine Nvidia, leader mondial des puces électroniques utilisées pour l'IA, a perdu 17 % de sa valeur en une seule journée, soit une chute record. DeepSeek, une startup basée à Hangzhou en Chine, a réussi à développer une intelligence artificielle aussi puissante que celles des grandes entreprises américaines, mais avec un budget bien plus réduit. Par exemple, une seule requête envoyée à leur IA coûte 27 fois moins cher qu'avec GPT-4 d'OpenAI. De plus, la conception de leur modèle aurait coûté 96 % de moins que son concurrent américain direct. Cette prouesse est d'autant plus impressionnante que la Chine fait face à des sanctions des États-Unis, qui lui interdisent l'achat des dernières

générations de puces électroniques nécessaires pour entraîner ces IA. L'une des grandes surprises de cette avancée est que DeepSeek a réussi à atteindre ce niveau de performance avec des technologies moins avancées que celles utilisées par les Américains. Cela montre que les restrictions mises en place par les États-Unis pour limiter l'accès de la Chine aux composants les plus performants n'ont pas empêché DeepSeek d'innover. Cependant, l'entreprise chinoise aurait utilisé des puces Nvidia achetées avant l'embargo américain et aurait aussi bénéficié de circuits d'approvisionnement alternatifs via des pays comme l'Inde, Taïwan et Singapour. Ce succès remet en question la stratégie des États-Unis, qui investissent massivement dans des infrastructures coûteuses pour l'IA, comme le projet "Stargate", prévu pour mobiliser 500 milliards de dollars sur quatre ans. Ce projet, porté par OpenAI, Soft Bank et Oracle, vise à construire de gigantesques centres de données pour développer des IA toujours plus puissantes. Toutefois, ce projet rencontre des critiques, notamment sur sa consommation d'énergie, qui risque

de poser problème dans un contexte où la demande électrique aux États-Unis explose.

Certains observateurs voient dans cette avancée chinoise un "moment Spoutnik", en référence au lancement du premier satellite soviétique en 1957, qui avait marqué le début de la course à l'espace avec les États-Unis. Cela signifie que la Chine pourrait désormais rivaliser avec les États-Unis dans le domaine stratégique de l'intelligence artificielle, un secteur vu comme clé pour la domination mondiale. Depuis plusieurs années, l'IA est perçue comme un outil décisif pour accroître

la puissance économique et militaire des nations. En 2017, Vladimir Poutine déclarait d'ailleurs que "celui qui deviendra leader dans ce domaine sera le maître du monde". L'arrivée de DeepSeek change la donne dans la compétition entre la Chine et les États-Unis en matière d'intelligence artificielle. Si la Chine réussit à faire aussi bien que les États-Unis avec moins de ressources, cela remet en cause la stratégie américaine basée sur des investissements massifs et une consommation énergétique élevée. Ce bouleversement pourrait marquer un tournant majeur dans l'équilibre technologique mondial et redistribuer les cartes entre ces deux grandes puissances. ♦



ALLER PLUS LOIN...

🌐 TOUTELEUROPE.EU: DeepSeek, l'IA chinoise qui fait trembler Washington et rassure l'Europe

🌐 LE MONDE: DeepSeek, l'inquiétude des autorités de protection de données personnelles.





ALLER PLUS LOIN...

[FRENCH DISTRICT: Un point sur les incendies de Los Angeles](#)

[IRIS: Incendies à Los Angeles, comment s'adapter au réchauffement climatique ?](#)

Une maison en flamme dans la région d'Altadena, comté de Los Angeles, le 9 janvier 2025

LOS ANGELES EN FLAMMES, UNE CATASTROPHE ANNONCÉE

En janvier 2025, la Californie a une fois de plus été ravagée par des incendies d'une ampleur exceptionnelle. Dans la région de Los Angeles, des milliers d'hectares ont été dévorés par les flammes, forçant l'évacuation de près de 200 000 personnes et causant des pertes humaines et matérielles considérables. Plusieurs foyers majeurs, notamment le Hurst Fire, l'Eaton Fire et le Palisades Fire, ont mis à rude épreuve les services d'urgence et illustré les défis croissants liés aux conditions climatiques extrêmes et à l'urbanisation incontrôlée.

Les incendies de janvier 2025 ont été particulièrement violents, frappant avec une rapidité déconcertante. En l'espace de quelques jours, plusieurs zones résidentielles et infrastructures ont été réduites en cendres. Des dizaines de victimes ont été recensées, tandis que des milliers de familles se retrouvent sans domicile. Les vents chauds et secs de Santa Ana ont alimenté les flammes, rendant la tâche des pompiers encore plus difficile.

Face à l'ampleur de la catastrophe, les autorités locales ont ordonné l'évacuation massive des habitants de certaines zones de Los Angeles et de ses environs. L'urgence de la situation a rappelé les précédents incendies meurtriers ayant frappé la Californie ces dernières décennies, mais avec une intensité qui témoigne de l'aggravation du phénomène.

Plusieurs éléments ont contribué à l'embrasement

rapide des feux en Californie. L'un des principaux facteurs est la sécheresse persistante qui a touché l'État ces derniers mois. Après plusieurs années de précipitations relativement abondantes, la végétation s'était densifiée, créant une accumulation de combustible naturel. Lorsque la sécheresse est revenue, cette végétation s'est transformée en un véritable piège inflammable. Les vents de Santa Ana ont joué un rôle crucial dans la propagation des incendies. Ces vents chauds et secs, caractéristiques de la Californie à cette période de l'année, ont non seulement attisé les flammes, mais aussi transporté des débris enflammés sur de longues distances, générant de nouveaux foyers difficiles à contenir. Ce phénomène a considérablement compliqué le travail des pompiers et prolongé la durée des incendies. Malgré la mobilisation de milliers de pompiers et de volontaires, les efforts pour contenir les incendies ont été entravés par plusieurs obstacles. L'un des plus critiques a été le manque d'eau disponible pour combattre les feux. La sécheresse persistante a réduit les réserves en eau, rendant certaines bouches d'incendie inutilisables et compliquant l'approvisionnement en eau des hélicoptères et des avions bombardiers d'eau.

Les conditions météorologiques extrêmes ont également limité l'efficacité des interventions aériennes. Les vents violents ont rendu périlleux le déploiement des moyens

aériens, forçant les équipes au sol à lutter directement contre des flammes parfois incontrôlables. Dans certains quartiers, l'évacuation chaotique a encore aggravé la situation, avec des habitants coincés dans des embouteillages alors que les flammes s'approchaient dangereusement.

Si le bilan humain de ces incendies est déjà dramatique, les conséquences économiques s'annoncent également désastreuses. Des milliers d'habitations ont été réduites en cendres, et de nombreuses entreprises ont été touchées, mettant en péril l'emploi de milliers de Californiens. Les dégâts matériels se chiffrent en plusieurs milliards de dollars, et la reconstruction prendra des années. L'un des problèmes majeurs soulevés par cette catastrophe est la difficulté pour les sinistrés d'obtenir une indemnisation. Depuis plusieurs années, de nombreuses compagnies d'assurances privées ont cessé d'assurer les habitations situées dans les zones à haut risque d'incendie, rendant la situation des habitants encore plus précaire. Pour ceux qui ont encore une couverture, les indemnisations risquent d'être insuffisantes en raison du nombre massif de sinistrés.

Cette tragédie met en lumière un problème plus large : la manière dont les villes, en particulier celles situées dans des zones à risque, sont aménagées et gérées. Comme le souligne le géographe Michel Lussault dans son ouvrage *Cohabitions ! Pour une nouvelle urbanité terrestre* (éd. Seuil, 2024), les formes actuelles d'urbanisation exercent une pression excessive sur les systèmes naturels, créant des déséquilibres qui rendent les catastrophes naturelles encore plus destructrices. À Los Angeles, l'étalement urbain a conduit à la construction de nombreuses

habitations en bordure de zones forestières, augmentant ainsi le nombre de logements directement exposés aux incendies. L'absence de réglementation stricte et l'attrait pour des résidences avec vue sur les collines boisées ont conduit à une situation où de plus en plus d'habitants vivent dans des zones vulnérables, sans les infrastructures adaptées pour faire face à ces catastrophes.

Les feux en Californie ne sont pas un phénomène nouveau, mais leur fréquence et leur intensité augmentent de manière alarmante. Cette tendance s'inscrit dans un contexte plus large de réchauffement climatique, où des conditions météorologiques plus extrêmes deviennent la norme. La multiplication des sécheresses, l'intensification des vents et l'accumulation de chaleur contribuent à la survenue de ces méga-incendies.

Si des mesures concrètes ne sont pas prises rapidement, la Californie risque de connaître des incendies de plus en plus meurtriers dans les années à venir. Au-delà de l'État américain, cette catastrophe rappelle l'urgence d'une action globale pour lutter contre le dérèglement climatique et adapter nos modes de vie à une réalité environnementale en pleine mutation.

En janvier 2025, Los Angeles a vécu l'un des incendies les plus dévastateurs de son histoire. Cette catastrophe, bien qu'annoncée par les experts, a montré les limites des infrastructures et des politiques en place. Elle pose une question essentielle : sommes-nous prêts à affronter les défis du monde de demain ? ♦



À LA SORTIE DES URNES

LIBAN, JOSEPH AOUN, NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

En janvier 2025, après deux longues années d'impasse politique, les députés libanais ont enfin élu un président à la tête du pays, mettant fin à une vacance institutionnelle qui paralysait l'État. C'est Joseph Aoun, jusqu'alors commandant en chef de l'armée libanaise, qui a été porté à la magistrature suprême. Son élection marque un tournant majeur dans l'histoire politique

récente du Liban, un pays en proie à une instabilité chronique, aggravée par la crise économique, les tensions sectaires et l'ingérence de puissances régionales. Son profil militaire et son expérience à la tête des forces armées ont sans doute pesé en sa faveur dans un contexte où l'ordre et la sécurité apparaissent comme des priorités absolues.

Joseph Aoun hérite d'un pays profondément divisé, où les rivalités entre factions politiques et influences étrangères ont empêché toute gouvernance efficace ces dernières années. Son principal défi sera de rétablir un équilibre politique et social particulièrement fragile, dans un État affaibli par la corruption, l'effondrement économique et l'influence du Hezbollah, qui agit comme un véritable « État dans l'État ».

Dans cette dynamique de transition politique, un nouveau Premier ministre a également été nommé : Nawaf Salam, ancien président de la Cour internationale de justice. Sa désignation répond à une logique de compromis et de neutralité. Contrairement à de nombreux acteurs de la scène politique libanaise, Nawaf Salam n'était pas directement impliqué dans les luttes intestines des clans locaux, son parcours international lui conférant une certaine distance par rapport aux conflits partisans qui minent le pays. Son choix vise sans doute à redonner une crédibilité à l'exécutif libanais et à rassurer les partenaires internationaux du Liban, qui attendent des réformes concrètes avant d'envisager une aide financière ou diplomatique.

Cependant, la tâche qui attend Joseph Aoun et Nawaf

Salam est titanesque. Le pays du Cèdre doit non seulement restaurer un semblant de stabilité politique, mais aussi répondre à une crise économique sans précédent, qui a plongé une grande partie de la population dans la pauvreté. La réforme du système bancaire, la relance de l'économie et la lutte contre la corruption figurent parmi les dossiers brûlants que devra traiter le nouveau gouvernement. Par ailleurs, la question du Hezbollah et de son rôle militaire, bien que considérablement affaibli depuis l'intervention de Tsaï, demeure un sujet de tension majeur, qui nécessitera des arbitrages délicats entre les différentes forces politiques libanaises.

L'élection de Joseph Aoun et la nomination de Nawaf Salam suscitent un mélange d'espoir et de scepticisme. Si certains y voient une opportunité pour le Liban de sortir de son impasse, d'autres redoutent que les divisions profondes et les jeux d'influence internationaux continuent d'entraver toute véritable avancée. Dans un pays où les crises s'enchaînent et où les solutions de long terme peinent à émerger, cette nouvelle configuration politique devra rapidement faire ses preuves sous peine de voir renaître les blocages et l'instabilité qui ont marqué les dernières années. ♦



Joseph Aoun passe les gardes en revue à son arrivée au Parlement à Beyrouth, le 9 janvier 2025.



Le président Croate Zoran Milanovic au soir de sa réélection le dimanche 12 janvier 2025.

CROATIE, RÉÉLECTION DE ZORAN MILANOVIC

En janvier 2025, la Croatie a reconduit son président sortant, Zoran Milanovic, avec une large majorité de 74 % des suffrages exprimés. Ce score écrasant témoigne de la confiance que lui accorde une partie significative de l'électorat croate, malgré son positionnement souvent critique vis-à-vis des institutions européennes et des orientations politiques occidentales. Membre du Parti social-démocrate, Milanovic s'est distingué par un discours volontiers souverainiste, n'hésitant pas à dénoncer ce qu'il perçoit comme une dérive « autocratique » de Bruxelles et une représentativité insuffisante des petits États au sein de l'Union européenne.

Sur la scène internationale, le président croate s'est

montré particulièrement incisif dans son analyse du conflit en Ukraine. S'il a fermement condamné l'invasion russe, il a cependant exprimé son scepticisme quant à la stratégie adoptée par les pays occidentaux. Selon lui, le soutien militaire massif apporté à l'Ukraine ne fait qu'alimenter l'escalade du conflit et retarde une issue diplomatique. Ce positionnement le place en porte-à-faux avec plusieurs membres de l'UE, notamment les États baltes et la Pologne, qui prônent une ligne dure à l'égard de Moscou. Son discours trouve toutefois un écho auprès d'autres dirigeants européens, notamment en Hongrie et en Slovaquie, où le soutien inconditionnel à Kiev fait l'objet de débats intenses. L'élection de Milanovic illustre une tendance plus large qui traverse une partie de l'Europe centrale et

orientale : un rapport ambivalent à l'Union européenne, où les États membres ayant rejoint le bloc après 2004 affichent parfois des désaccords profonds avec Bruxelles sur des questions de souveraineté, d'État de droit et de politique étrangère. La Croatie, qui a adhéré à l'Union en 2013, s'inscrit dans cette dynamique en revendiquant une autonomie plus marquée vis-à-vis des décisions communautaires, notamment en matière de politique étrangère et de défense. Cette posture critique rappelle les tensions déjà observées avec d'autres pays de la région, notamment la Hongrie de Viktor Orban ou la Slovaquie sous certaines administrations nationalistes. Ces États contestent régulièrement les injonctions de Bruxelles sur des sujets tels que la séparation des pouvoirs, la liberté de la presse ou encore l'accueil des migrants. La Pologne, quant à elle, a connu une période de tensions particulièrement marquée entre 2015 et 2023 sous le gouvernement du parti Droit et Justice (PIS), qui a été régulièrement pointé du doigt pour ses atteintes à l'indépendance de la justice et aux droits fondamentaux.

Ces divergences mettent en lumière les limites des élargissements successifs de l'UE, qui ont intégré des États

aux traditions politiques et institutionnelles parfois éloignées des standards démocratiques européens. L'Union peine à imposer des mécanismes de contrôle efficaces pour garantir le respect de l'État de droit, et les sanctions prévues contre les États récalcitrants sont souvent limitées par des considérations géopolitiques. Bruxelles se trouve ainsi confrontée à un dilemme : faut-il sanctionner ces écarts au risque d'approfondir les fractures internes, ou les ignorer pour préserver l'unité du bloc européen face aux défis mondiaux ?

Dans ce contexte, la réélection de Milanovic confirme que la question du positionnement des jeunes États membres de l'UE reste un enjeu crucial pour l'avenir du projet européen. La montée des tensions entre Bruxelles et certaines capitales rappelle que l'Union ne peut se contenter d'un élargissement purement économique et administratif sans réflexion sur l'harmonisation des valeurs et des pratiques démocratiques. Si certains préfèrent ignorer ces dissensions, elles risquent néanmoins de ressurgir avec force à chaque crise majeure, fragilisant ainsi l'unité de l'Europe face aux défis du XXI^e siècle.♦



BIÉLORUSSIE, LOUKACHENKO RÉÉLU SANS SURPRISE POUR UN SEPTIÈME MANDAT

En janvier 2025, Alexandre Loukachenko a été réélu, sans surprise, à la présidence de la Biélorussie pour un septième mandat, prolongeant ainsi son règne entamé en 1994. Cette réélection, bien que prévisible dans un contexte politique verrouillé, a été immédiatement contestée par l'Union européenne et de nombreux observateurs internationaux. Accusé de manipulation électorale et de répression systématique de l'opposition, Loukachenko continue de diriger son pays d'une main de fer, s'appuyant sur un appareil sécuritaire omniprésent et une alliance renforcée avec la Russie.

Depuis la crise politique de 2020, marquée par des manifestations massives contre sa réélection contestée et une répression brutale des opposants, le président biélorusse n'a cessé de resserrer son emprise sur le pouvoir. L'opposition, exilée ou réduite au silence, n'a pas été en mesure de présenter une véritable alternative électorale. Les médias indépendants ont été muselés, les ONG dissoutes et toute forme de contestation réprimée par la police et les services de renseignement. Dans

ces conditions, le scrutin de 2025 a été largement perçu comme une formalité, organisée sous strict contrôle des autorités.

À cette situation, l'Union européenne a rapidement dénoncé le manque de transparence du processus électoral et le climat d'intimidation qui l'a entouré. Bruxelles a annoncé le maintien des sanctions contre Minsk, ciblant aussi bien le régime que certains secteurs stratégiques de l'économie biélorusse. Ces sanctions, qui incluent des restrictions commerciales, des interdictions de voyage et des gels d'avoirs pour plusieurs hauts responsables du régime, visent à isoler Loukachenko sur la scène internationale et à affaiblir son pouvoir. Cependant, ces mesures semblent avoir peu d'effet sur la position du président biélorusse, qui bénéficie d'un soutien inébranlable de la Russie. Depuis plusieurs années, la Biélorussie s'est progressivement rapprochée de Moscou, renforçant sa dépendance économique, militaire et politique. Vladimir Poutine, soucieux de conserver un allié stratégique aux portes de l'Europe, continue de soutenir financièrement et diplomatiquement Loukachenko, notamment

en lui fournissant des ressources énergétiques à prix réduit et en intégrant davantage Minsk dans l'Union économique eurasiatique et les structures de défense communes.

Le maintien au pouvoir de Loukachenko pose également des questions sur l'avenir de la souveraineté biélorusse. Si son régime a longtemps oscillé entre rapprochement avec l'Occident et alignement sur Moscou, les événements des dernières années ont considérablement réduit cette marge de manœuvre. La Biélorussie est aujourd'hui un acteur clé du dispositif militaire russe, ayant servi de base arrière pour l'invasion de l'Ukraine en 2022 et accueillant des forces russes sur son territoire. Cette dépendance accrue à la Russie alimente les spéculations sur une possible absorption

progressive du pays par son puissant voisin, sous la forme d'une intégration plus poussée dans l'État de l'Union entre la Russie et la Biélorussie. Alors que la Biélorussie s'enfonce dans l'isolement diplomatique et l'autoritarisme, l'opposition, bien que réduite au silence, tente de maintenir son combat depuis l'étranger. Les figures emblématiques de la contestation, comme Svetlana Tikhonovskaïa, continuent de plaider pour des sanctions plus strictes et un soutien accru de la communauté internationale. Toutefois, avec une répression toujours plus féroce à l'intérieur du pays et un soutien russe indéfectible, Loukachenko semble bien parti pour prolonger son règne encore plusieurs années, au prix d'un isolement croissant et d'une souveraineté de plus en plus réduite. ♦



Alexandre Loukachenko votant à Minsk le 26 janvier 2025, un scrutin qualifié de « mascarade » par l'Union européenne.



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE TV: Auschwitz, des survivants racontent

la porte principale du camp d'Auschwitz-Birkenau, dite Porte de la mort, lors des commémorations du 80e anniversaire de la libération des camps de concentration et d'extermination par l'Armée rouge, à Oswiecim, en Pologne, le 27 janvier 2025.

COMMÉMORATION DU 80E ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DU CAMP D'AUSCHWITZ-BIRKENAU

Il y a 80 ans, le 27 janvier 1945, l'Armée rouge libérait le camp d'Auschwitz-Birkenau, en Pologne, révélant au monde l'ampleur inimaginable de l'horreur nazie. Ce jour-là, les soldats soviétiques qui progressaient vers Berlin découvrent un paysage de désolation : des baraquements glacials, des monceaux de cadavres et quelque 7 000 survivants hagards, affamés et brisés par des mois, voire des années, de souffrances indicibles. Plus d'un million d'êtres humains, en grande majorité des Juifs, mais aussi des résistants, des opposants politiques, des Roms, des Sinti, des homosexuels et des handicapés, ont péri dans ce complexe de camps de concentration et d'extermination, devenu le symbole de la Shoah et de l'industrialisation de la mort.

Auschwitz-Birkenau, plus grand centre de mise à mort du IIIe Reich, incarne l'organisation méthodique du génocide perpétré par l'Allemagne nazie. Dans ce lieu sinistre, les victimes étaient déportées par convois entiers, arrachées à leurs familles et à leurs terres, entassées dans des wagons à bestiaux avant d'être triées à leur arrivée. La grande majorité d'entre elles étaient immédiatement envoyées vers les chambres à gaz, trompées par l'illusion d'un simple passage par des douches. Les autres, considérées comme « aptes au travail », étaient condamnées à l'esclavage, à la faim, aux sévices et aux expérimentations médicales inhumaines. La mort était omniprésente, que ce soit sous forme d'exécutions, d'épuisement ou d'expérimentations pseudo-scientifiques pratiquées par des médecins comme Josef Mengele. La libération du camp ne marque pas seulement

un tournant dans la Seconde Guerre mondiale, elle impose également au monde la nécessité impérieuse du devoir de mémoire. Auschwitz n'est pas seulement un lieu d'histoire, c'est un avertissement, un témoignage concret de ce que l'humanité peut engendrer de plus monstrueux lorsque la haine, l'antisémitisme et l'idéologie du meurtre prennent le pas sur la raison et la dignité humaine. Ce devoir de mémoire est essentiel, car il ne s'agit pas seulement de se souvenir, mais de transmettre. Les derniers survivants, dont les voix s'éteignent peu à peu, ont porté inlassablement ce message : l'oubli est un terreau fertile pour la répétition des tragédies. Face aux négationnismes et aux tentatives de réécriture de l'histoire, face aux résurgences de l'antisémitisme et des discours de haine à travers le monde, se souvenir d'Auschwitz, c'est réaffirmer une exigence de vigilance et d'humanité.

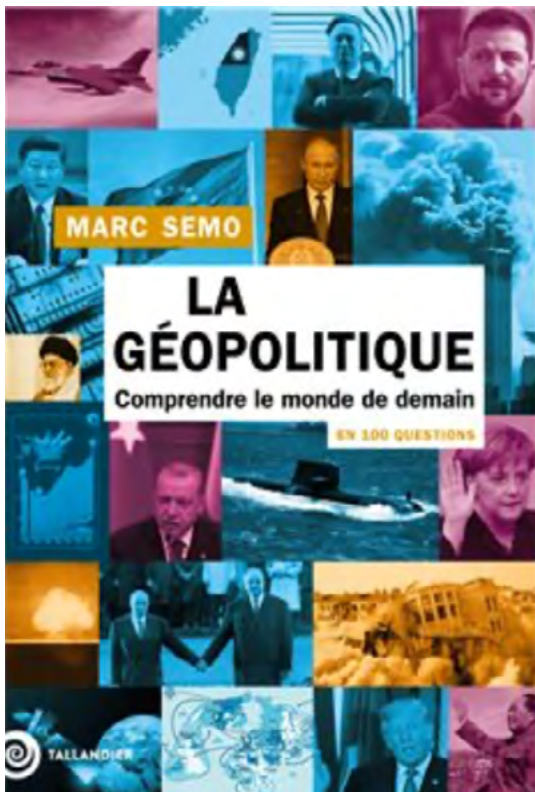
Aujourd'hui encore, à l'heure où des conflits secouent le monde et où la haine renaît sous d'autres formes, Auschwitz demeure un rappel insoutenable mais nécessaire. Les commémorations du 80e anniversaire de sa libération ne sont pas un simple hommage aux victimes, elles sont un engagement à ne jamais détourner le regard face à l'injustice et à la barbarie. Elles nous rappellent que la mémoire n'est pas une charge, mais une responsabilité, celle de protéger les générations futures de la réapparition des mêmes horreurs. Auschwitz n'est pas qu'un vestige du passé ; il est une cicatrice indélébile sur l'histoire de l'humanité, un appel à la conscience humaniste et à la justice. ♦

DANS NOS LIBRAIRIES CE MOIS-CI



Chaque année, Le Bilan du Monde propose une synthèse des événements marquants qui se sont déroulés à l'international au cours des douze derniers mois. Au programme de cette édition : international, planète, France, une sélection de tribunes publiées par Le Monde en 2024 ou inédites et 16 pages de photos pour revenir sur les images fortes de l'année ; une chronologie et des infographies, pour saisir autrement les grands enjeux de l'époque.

Qu'est-ce qu'une guerre hybride ? La dissuasion nucléaire fonctionne-t-elle encore ? Comment répondre au défi migratoire ? Qu'est-ce qu'une paix juste et durable ? Quelles sont les forces et faiblesses des BRICS ? Est-ce la fin du monde américain ? Comment réformer l'ONU ? ♦



Guerre de haute intensité en Ukraine, conflits au Proche-Orient, guerre commerciale sino-américaine... La géopolitique nous oblige à regarder le monde dans la réalité crue de ses rapports de force. Comprendre les grandes théories et les principales notions en relations internationales – monde hobbesien, souveraineté, multilatéralisme, découplage, géoéconomie, désoccidentalisation... – qui envahissent nos écrans et nos journaux devient indispensable pour appréhender les grands défis du moment.

Ce livre explore toutes les facettes de la puissance, les raisons du retour de la guerre en Europe, d'un Moyen-Orient qui s'embrase, la complexité des nouveaux ensembles politiques et géographiques, le nouveau grand jeu qui s'ouvre avec l'Asie, les défis posés par l'intelligence artificielle et le réchauffement climatique, l'ambition de la Chine et l'affirmation d'un « Sud global ».

Marc Semo nous aide à réfléchir sur les enjeux de la gouvernance mondiale et la quête de règles dans un monde de plus en plus chaotique. Ces cent clés très pédagogiques, illustrées par des citations, des cartes, des infographies et des exemples concrets, sont incontournables pour comprendre le monde de demain. ♦

1. La difficile recherche d'un compromis politique sur le budget
2. Le RSA de nouveau réformé
3. Le Dry January reste limité en France
4. De nouveaux changements dans l'éducation
5. Jean-Marie Le Pen : une figure controversée de l'extrême droite française

Vincent BIENSTMAN



François Bayrou et François Hollande en discussion à l'Assemblée nationale

LA DIFFICILE RECHERCHE D'UN COMPROMIS POLITIQUE SUR LE BUDGET

Le nouveau Premier ministre, François Bayrou, a prononcé son discours de politique générale le 14 janvier. Suite à cela, le Nouveau front populaire a déposé une motion de censure. Contrairement à la précédente motion contre le gouvernement de Michel Barnier, celle-ci n'a pas obtenu la majorité des voix des députés avec seulement 131 votes pour, alors que 288 étaient nécessaires. Cependant, le Premier ministre n'a pas non plus sollicité de vote de confiance, ce qui signifie qu'il ne dispose pas d'une majorité en sa faveur, mais n'a pas non plus une majorité contre lui, du moins pour le moment.

Le gouvernement en sursis

En effet, le 16 janvier, les députés du Rassemblement National ont décidé de ne pas censurer le gouvernement, tout comme ceux du Parti socialiste, à l'exception de huit d'entre eux, alors qu'ils avaient jusque-là toujours voté en accord avec leurs partenaires du NFP. L'enjeu n'était pas de renverser le gouvernement Bayrou, qui n'était pas menacé après l'annonce du RN de ne pas voter la censure, mais de démontrer l'autonomie du PS par rapport à LFI. Cela a déclenché une crise entre Jean-Luc Mélenchon, qui accuse le PS de diviser le NFP, et François Hollande, qui estime que le PS revient au centre de la politique et qu'il détient la clé pour 2027. Mais aussi avec Olivier Faure, le Premier secrétaire du PS, qui doit également faire face au congrès qui désignera le futur dirigeant du parti dans les mois à venir. Pour montrer sa désapprobation Jean-Luc Mélenchon a menacé ses partenaires de présenter des candidats LFI dans les circonscriptions des députés n'ayant pas voté la censure. LFI

considère le choix du PS comme une faute morale qui leur sera reprochée par les électeurs de gauche, ce qui leur permettrait de conserver leur position dominante à gauche obtenue lors de la dernière élection présidentielle. Ainsi LFI cherche toujours à destituer le Président afin de provoquer une élection présidentielle anticipée, qui leur serait favorable, ayant déjà un programme et un candidat prêts, ce que le PS refuse totalement en argumentant que cela ouvrira une crise politique majeure qui pourrait être bénéfique à Marine Le Pen.

Le PS semble vouloir s'émanciper de ses partenaires pour redevenir la force dominante à gauche, en montrant leur préoccupation de permettre le vote d'un budget comportant des mesures qu'ils jugent positifs pour les Français. Bien que la rupture entre les partis de gauche semble imminente, il est probable que l'union puisse être rétablie en cas de nouvelle dissolution cet été. Par ailleurs, comme souvent, les écologistes tentent de jouer les conciliateurs pour dédramatiser le choix du PS et construire une alliance durable en faisant le lien entre les deux principales forces du NFP. Cependant, la question reste de savoir vers qui se tourneraient les écologistes et les communistes en cas de divorce définitif entre LFI et le PS.

François Bayrou a réussi à détacher le PS en répondant à certaines de leurs demandes, telles que le maintien de 4000 postes de professeurs et l'ouverture d'une nouvelle conférence sociale pour discuter de la mise en œuvre de la dernière réforme des retraites. Le Premier ministre a compris que le PS pouvait être une force centrale de cette législature avec ses 62 députés. D'autant plus que les Français souhaitent en majorité

d'avantage de justice sociale, ce qui peut être compatible avec les exigences socialistes. De plus, le Premier ministre connaît personnellement plusieurs dirigeants du parti, ce qui lui permet de comprendre qu'un certain nombre d'entre eux cherche à se détacher de LFI s'ils en ont l'occasion. Il est également plus facile pour le PS de négocier avec François Bayrou, un centriste qui avait appelé à voter pour Ségolène Royal au second tour de l'élection présidentielle de 2007, qu'avec son prédécesseur Michel Barnier, résolument ancré à droite.

La suite des discussions

François Bayrou avait impérativement besoin d'un accord pour se libérer de la dépendance de Marine Le Pen, d'autant que les concessions au PS sont restées assez limitées. Olivier Faure a accepté de négocier car il était mis sous pression par ses opposants internes. Cependant, l'absence d'un accord de gouvernement ou même de non-censure rend la situation instable et difficilement prévisible. La gauche réunie peut encore censurer le gouvernement, notamment après les propos polémiques de François Bayrou le 27 janvier sur le plateau de la chaîne de télévision LCI sur le « sentiment de submersion migratoire » que ressentirait une partie des Français, alors que la proportion d'étrangers reste stable depuis plusieurs décennies en France. Dans ce contexte, Jean-Luc Mélenchon pourrait apparaître comme le gagnant à gauche en démontrant que les discussions ne pouvaient aboutir avec un gouvernement incluant des ministres aussi à droite que Bruno Retailleau.

En ayant le pouvoir sur la longévité du gouvernement Bayrou, le PS s'est redonné de l'air au prix de tensions internes. Cependant, le parti devra faire un choix pour 2027, soit une candidature commune de toute la gauche avec Jean-Luc Mélenchon, actuellement le mieux placé, soit tenter de récupérer les déçus du macronisme en s'alliant avec Raphaël Glucksmann, comme lors des élections européennes de l'année dernière. Olivier Faure est favorable à une candidature unique, tandis que François Hollande estime que la confrontation avec Jean-Luc Mélenchon est inévitable. Pour espérer l'emporter seuls, ils devront réduire l'influence de LFI et reconquérir l'électorat parti vers Emmanuel Macron depuis 2017.

La réforme du mode de scrutin des élections législatives pourrait également favoriser des rapprochements transpartisans. Plusieurs partis, tels que le Modem, le RN et LFI, souhaitent en effet le passage à une élection à la proportionnelle, ce qui permettrait une répartition des sièges reflétant la partition

actuelle des électeurs. Bien que les forces en présence seraient relativement proches de la répartition actuelle, cela pourrait ainsi permettre aux partis de se présenter en ordre dispersé en cas de proportionnelle intégrale, permettant ainsi au PS de continuer à se détacher du reste de la gauche et de rallier plus facilement une coalition centrale reprenant certaines de ses mesures. Les accords de coalition seraient alors plus fréquents, comme dans les démocraties parlementaires telles que l'Allemagne ou l'Espagne. Une autre modification pourrait également réduire le risque de censure : l'obligation de présenter un candidat commun, dans ce cas les alliances de circonstance ne seraient plus possibles entre les députés de gauche et d'extrême droite qui sont dans l'impossibilité de se mettre d'accord entre eux.

La question du budget

Cependant, le budget sera un véritable test, car plusieurs points risquent de poser problème entre le PS et le gouvernement dominé par la droite. Le PS a déjà annoncé qu'il était prêt à censurer lors du vote du budget si le résultat ne leur convenait pas. En attendant, ils ont choisi de discuter avec le gouvernement pour obtenir des avancées, même s'ils considèrent le budget globalement négatif. Le groupe socialiste au Sénat a déjà voté contre, car un vote pour ou même une abstention les feraient devenir directement des soutiens du gouvernement. Même si le vote du Sénat ne posait pas de problème pour le gouvernement avec une majorité de sénateurs de droite. Le texte a ensuite été examiné par une commission mixte paritaire (CMP) composée de sept sénateurs et sept députés, chargée de trouver un compromis avant de faire voter cette nouvelle version dans les deux chambres du Parlement. Le Premier ministre a déjà annoncé le recours à l'article 49.3 pour l'Assemblée nationale car le vote ne semble pas pouvoir être positif, ce qui entraînera le dépôt d'au moins une motion de censure de la part du NFP. Le choix final reviendra aux députés PS et RN : valider le budget 2025 ou provoquer la chute du gouvernement, ouvrant ainsi une nouvelle crise politique. ♦



François Bayrou lors de son interview sur le plateau de LCI



Michel Rocard à la tribune de l'Assemblée nationale

LE RSA DE NOUVEAU RÉFORMÉ

Le Revenu de Solidarité Active (RSA) a été instauré en 2009 pour remplacer le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), avec pour objectif de garantir un revenu minimal aux personnes sans ressources suffisantes tout en favorisant leur retour à l'emploi. Il a subi de nombreuses critiques sur le manque de retour à l'emploi et le développement de « l'assistanat » avec une hausse du nombre de bénéficiaires. En 2009, le RSA est

venu remplacer le RMI avec une partie versée à des travailleurs afin de favoriser le retour à l'emploi, elle a depuis été fusionnée avec la prime d'activité. La réforme de 2025 s'inscrit dans cette continuité, pour permettre de renforcer l'insertion professionnelle des bénéficiaires. Elle introduit des mesures qui veulent responsabiliser les allocataires et les accompagner de manière plus intensive vers l'emploi. Cependant, de nombreuses

associations de soutien aux personnes les plus précaires tirent la sonnette d'alarme sur les conséquences sociales négatives que va subir cette partie de la population.

Les principales mesures

L'instauration du RMI a constitué une rupture importante dans la logique de la protection sociale qui avait prévalu jusque-là. En effet, la Sécurité Sociale française mise en place en 1945 après la Seconde Guerre mondiale reposait sur une logique d'assurance avec les cotisations des travailleurs qui leur ouvrent des droits proportionnels à un revenu de remplacement lorsqu'un risque social survient. À l'origine, quatre risques étaient couverts : maladie, accident du travail, retraite et famille ; auxquels le chômage est venu s'ajouter en 1958. Cependant, après les chocs pétroliers des années 1970, le chômage de masse a fait son apparition et une partie de la population s'est retrouvée dans une précarité croissante en étant exclue de la solidarité nationale. Afin de résoudre ce problème, plusieurs allocations ont vu le jour dans une logique d'assistance, c'est-à-dire qu'elles sont ouvertes à toute la population sous conditions de ressources. C'est notamment le cas du RMI, entré en vigueur le 1^{er} décembre 1988 par le gouvernement socialiste de Michel Rocard.

Aujourd'hui, le RSA assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer. Il est ouvert aux personnes à partir de 25 ans et aux jeunes actifs de 18 à 24 ans s'ils sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle. Son montant varie selon la composition du foyer. En 2025, pour une personne seule sans enfant, il s'élève à 635,70 € par mois. Pour un couple sans enfant, le montant est de 953,56 € par mois. Avec des enfants à charge, le montant augmente en fonction du nombre d'enfants. Par exemple, pour un couple avec un enfant, le montant est de 1 144,27 €. Ces montants sont ajustés chaque année en avril pour tenir compte du niveau de l'inflation. Ainsi, une augmentation de 1,9 % est prévue pour le 1^{er} avril 2025. Les résultats de la réforme de 2009 étant assez limités, une expérimentation a été mise en œuvre en demandant aux bénéficiaires de réaliser une activité de 15 à 20 heures par semaine, que ce soit des formations, des ateliers de réalisation de CV, des démarches administratives, des missions bénévoles ou des activités réalisées dans des entreprises, associations ou collectivités. L'objectif de cette réforme est d'obliger les bénéficiaires à réaliser des activités pouvant améliorer leurs compétences professionnelles.

De plus, tous les bénéficiaires du RSA sont maintenant automatiquement inscrits à France Travail (anciennement Pôle Emploi), pour permettre un suivi plus important de personnes souvent assez éloignées de l'emploi. Enfin, ils doivent également signer un contrat précisant les activités à réaliser et les objectifs à atteindre. Le non-respect de ce contrat pourra entraîner des sanctions, en réduisant leur allocation ou en la suspendant de

manière temporaire ou définitive.

Depuis le 1^{er} janvier, cette expérimentation a été étendue à l'ensemble de la France. Les bénéficiaires du RSA devront s'adapter à ces nouvelles exigences, ce qui implique une actualisation de leur dossier et une participation active aux activités définies dans leur contrat. Les impacts positifs annoncés par le gouvernement sont d'obtenir une meilleure insertion professionnelle et de retrouver une utilité sociale. Cependant, certaines catégories de bénéficiaires, comme les personnes en situation de handicap, les parents isolés sans solution de garde, ou ceux ayant des problèmes de santé, peuvent être exemptées de l'obligation d'activité. Des aménagements particuliers sont également prévus pour tenir compte des contraintes personnelles et familiales. Ces exemptions et aménagements visent à garantir que les nouvelles mesures ne pénalisent pas davantage les personnes les plus vulnérables.

Des critiques de la réforme

Les bénéficiaires devront faire face à une plus grande pression pour se conformer aux nouvelles règles, ce qui pourrait entraîner des tensions et des difficultés pour certains. D'autres critiquent les risques de stigmatisation et les difficultés pratiques de mise en œuvre. Les débats se concentrent notamment sur la nature des activités obligatoires et leur impact réel sur l'insertion professionnelle. Les partisans de la réforme estiment qu'elle permettra de mieux accompagner les bénéficiaires vers l'emploi, tandis que les opposants craignent qu'elle ne crée de nouvelles barrières pour les personnes en difficulté. Il faudra aussi être capable d'assurer un suivi efficace des bénéficiaires dans un service public de l'emploi déjà en difficulté.

Depuis le 1^{er} janvier, l'ensemble des bénéficiaires sont automatiquement inscrits auprès de France Travail, alors que, jusqu'à maintenant, seulement 40 % l'étaient. Ce sont donc au moins 1 million de demandeurs d'emploi supplémentaires à enregistrer et à traiter, alors que la charge de travail est déjà lourde pour les conseillers et les moyens risquent de diminuer, car le précédent budget censuré prévoyait de supprimer 500 postes à France Travail. Deux nouvelles catégories ont été mises en place : la G, qui est une catégorie temporaire avant d'être enregistrée dans les autres selon le profil, et la F, qui est réservée aux personnes empêchées de rechercher un emploi du fait de leur situation particulière. Une fois inscrits à France Travail, ils devront signer un contrat d'engagement avec trois types de suivi mis en œuvre par France Travail selon la situation des allocataires.

Une évaluation encore en cours

L'évaluation de la réforme sera cruciale pour ajuster les mesures en fonction des retours des bénéficiaires et des résultats obtenus. Les premières analyses montrent des défis importants. Il sera essentiel de suivre de près l'impact de la

réforme sur les taux d'insertion professionnelle et sur la qualité de vie des bénéficiaires, afin de s'assurer qu'elle atteigne ses objectifs sans accentuer les nouvelles inégalités, notamment des plus précaires. La réforme a été généralisée à l'ensemble du pays sans que l'expérimentation menée depuis mars 2023 n'ait pu bénéficier d'une évaluation complète. Dans un rapport publié par l'association ATD Quart Monde, le bilan des expérimentations est très contrasté. Le texte demandait la suspension de la réforme à cause de plusieurs problèmes importants. Certaines organisations pourraient tirer avantage des bénéficiaires en les utilisant comme des travailleurs gratuits. La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a adopté un avis en décembre considérant que cette obligation porte atteinte aux droits humains avec un dispositif qui fait dépendre le versement d'un revenu de subsistance à la réalisation d'une contrepartie alors que le montant actuel du RSA ne permet pas de vivre de façon digne.

De plus, de nombreux bénéficiaires pourraient se retrouver radiés à cause de la hausse des contraintes reposant sur eux. La loi prévoit la création d'une nouvelle sanction, appelée « suspension-remobilisation ». Si le contrat n'est pas respecté, l'allocation pourra être suspendue par le Conseil général qui

gère le versement du RSA, de manière complète ou partielle. Si les engagements sont de nouveau remplis, les versements reprendront de manière rétroactive afin de percevoir l'intégralité des sommes. Des interrogations entourent l'application de cette sanction, car les expérimentations ont montré de grandes disparités dans les décisions selon les départements.

Enfin, les retours à l'emploi restent pour l'instant relativement faibles. Selon les données transmises par le gouvernement, 40 % des allocataires ont trouvé un emploi dans les six mois après le début de l'expérimentation, dont près de la moitié avec un contrat d'au moins six mois. L'accompagnement de France Travail est, en effet, adapté à des personnes relativement proches de l'emploi et dans une dynamique d'insertion positive. D'autant plus que ces personnes demandent un accompagnement plus important et durable que les autres inscrits. Le risque est que la sanction fonctionne pleinement, mais que l'accompagnement ne soit pas à la hauteur des besoins, ce qui pourrait augmenter la fragilité de la partie la plus précaire de la population qui perdrait le soutien public et n'aurait plus que des solidarités familiales, amicales ou associatives pour survivre. ♦





Un verre qui reste vide pendant le dry january

LE DRY JANUARY RESTE LIMITÉ EN FRANCE

Le mois de janvier est traditionnellement le moment où des résolutions sont prises. De nombreuses personnes décident de réduire leur consommation d'alcool ou même de l'arrêter pendant un mois avec l'initiative britannique du Dry January, lancée en 2013 par l'association Alcohol Change UK. Le concept est simple : ne pas consommer d'alcool pendant tout le mois de janvier pour permettre au corps de se remettre des excès des fêtes de fin d'année et s'interroger sur sa consommation et son rapport à l'alcool. Cette initiative a rapidement gagné en popularité et s'est étendue à d'autres pays, dont la France, mais elle reste pour l'instant limitée, notamment après la décision du gouvernement en 2019 de suspendre la campagne publique de soutien.

Une adoption difficile en France

En France, le Dry January a été introduit en 2019 par l'association « France Janvier Sobre ». Depuis, cette initiative connaît un succès croissant dans la population, avec de plus en plus de Français qui choisissent de relever ce défi chaque année. Aujourd'hui, près de soixante associations, des chercheurs, des mutuelles, des hôpitaux ou encore des

collectivités s'y sont associés. 60 % des consommateurs d'alcool connaissent l'initiative et 4,5 millions de personnes y ont participé en 2024, selon les résultats de l'étude menée par le collectif d'associations. Yannick Neuder, le nouveau ministre de la Santé, a déclaré le 27 décembre vouloir participer au Dry January à titre personnel, mais que l'initiative est portée par la société civile et les associations, permettant à chacun de s'interroger sur sa consommation sans que l'État n'ait besoin d'intervenir.

La popularité du Dry January en France provient notamment de la prise de conscience croissante des conséquences négatives de la consommation d'alcool. Le mois de janvier fait également l'objet de nouvelles résolutions qui peuvent inclure une réduction de l'alcool, car cela a de nombreux bienfaits pour le compte en banque avec un coût élevé, mais surtout pour la santé dès les premiers jours d'abstinence avec un meilleur sommeil, une perte de poids, une meilleure santé, plus d'énergie, davantage de concentration, moins d'anxiété et moins d'accidents. Une étude menée par l'Université de Sussex a montré que 71 % des participants au Dry January ont rapporté un meilleur sommeil, 58 % ont perdu du poids, et 54 % ont constaté une amélioration de leur peau. Les bienfaits durent

plusieurs mois avec une diminution de l'envie de boire et de la consommation d'alcool. En France, trois mois après le défi, 62 % des participants ont diminué leur consommation d'alcool, soit en termes de fréquence, soit en termes de quantité. Cela permet aussi de réduire les risques de maladies cardio-vasculaires et du foie avec la prise en charge des personnes dépendantes. L'alcool est en effet la deuxième cause évitable de mortalité par cancer avec 28 000 nouveaux cas en France chaque année et 41 000 décès, dont deux tiers sont des hommes. Ce challenge permet de déceler des consommateurs excessifs.

L'État français refuse de s'engager

Malgré tous ces avantages, le gouvernement reste très frileux alors que la consommation d'alcool en France est parmi les plus élevées au monde. En 2017, d'après l'Insee, 23,6 % des personnes de 18 à 75 ans dépassaient les repères de consommation d'alcool. Bien que la consommation globale d'alcool ait diminué depuis les années 1960, la France reste au sixième rang parmi les 34 pays de l'OCDE. Le Dry January offre une opportunité de réduire cette consommation et de sensibiliser à ses effets néfastes. En 2023, les volumes d'alcool pur mis en vente ont de nouveau diminué, s'établissant à 10,35 litres d'alcool pur par habitant. Les hospitalisations en lien avec l'alcool ont en revanche augmenté, à cause d'une alcoolisation moins fréquente mais plus importante sur une courte durée (6 verres ou plus en une seule occasion), appelée le binge drinking, qui se pratique davantage dans les pays d'Europe du Nord, alors que les pays latins sont davantage tournés vers une consommation plus régulière mais moins forte.

Cependant, la population n'a pas une consommation identique. Les jeunes ont tendance à consommer de l'alcool de manière épisodique et en grande quantité comme en Europe du Nord. 13,6 % des jeunes de 17 ans déclarent trois alcoolisations importantes dans le mois, soit plus de 6 verres au cours du même événement. En vieillissant, on tend davantage à une consommation en plus petite quantité, mais quotidienne. Selon

Santé publique France, 26 % des 65-75 ans boivent de l'alcool tous les jours, contre 7,4 % des 45-54 ans. Le chiffre tombe à 2,3 % chez les 18-24 ans. Plus d'un quart des 18-75 ans auraient une consommation supérieure aux recommandations de santé, soit un maximum de deux verres par jour. La consommation d'alcool baisse depuis soixante ans, avec une moyenne de 10 litres d'alcool pur, équivalent à environ 120 bouteilles de vin, par habitant et dans toutes les classes d'âge. Elle reste néanmoins à des niveaux élevés car la France se classe à la dixième position mondiale pour la consommation totale d'alcool pur par habitant adulte et par an selon l'Organisation Mondiale de la Santé.

Critiques et oppositions

En France, la culture du vin est profondément enracinée et l'industrie viticole joue un rôle économique majeur. Cette influence se traduit par une forte présence des lobbys du vin, qui exercent une pression significative sur les politiques publiques liées à la consommation d'alcool. Ils craignent en effet que cette initiative nuise à leurs ventes et à l'image du vin en France, surtout si elle provient du gouvernement. Ils soulignent l'importance économique de l'industrie viticole en France, qui génère des emplois et des revenus significatifs. Une baisse de la consommation d'alcool pourrait avoir des répercussions économiques négatives. Les lobbys mettent en avant la place centrale du vin dans la culture française, arguant que le Dry January pourrait être perçu comme une attaque contre cette tradition. Ils prônent une approche de la consommation d'alcool basée sur la modération plutôt que sur l'abstinence totale, estimant que des campagnes de sensibilisation à une consommation responsable seraient plus appropriées. En 2019, une campagne de Santé Publique France inspirée du Dry January avait été annulée sous la pression des lobbys viticoles. Cette annulation a été perçue comme un signe de l'influence des lobbys sur les décisions politiques, illustrant le conflit d'intérêts entre la santé publique et les intérêts économiques de l'industrie du vin.

Des arguments non convaincants pour les associations

Les associations dénoncent l'influence des lobbys de l'alcool, qui vont à l'encontre d'une véritable politique publique sur le sujet. Les pouvoirs publics financent la campagne du mois sans tabac, mais pas celle pour l'alcool. Les partisans du Dry January, y compris des associations de santé publique et des experts en addiction, critiquent l'influence

Les jeunes font partie des gros consommateurs occasionnels d'alcool



des lobbys du vin et appellent à une plus grande indépendance des politiques de santé publique. Ils soulignent que le Dry January offre des bénéfices significatifs pour la santé et qu'il est important de promouvoir des initiatives qui encouragent une réduction de la consommation d'alcool. Le débat autour du Dry January en France reflète une tension entre les intérêts économiques et les objectifs de santé publique. Alors que les lobbys du vin continuent de s'opposer à la promotion officielle de cette initiative, les partisans du Dry January espèrent que la sensibilisation croissante aux bienfaits de la réduction de la consommation d'alcool finira par prévaloir.

En France, le Dry January ne bénéficie pas encore d'un soutien officiel du gouvernement, contrairement à d'autres pays comme le Royaume-Uni. Cependant, de nombreuses ressources sont disponibles pour les personnes souhaitant y participer de manière individuelle, telles que des applications de suivi, des groupes de soutien, et des conseils d'experts. Ces outils aident

les participants à rester motivés et à atteindre leurs objectifs. Des applications comme « Try Dry » offrent des conseils quotidiens, des suivis de progrès et des encouragements pour aider les participants à rester sur la bonne voie.

Avec une prise de conscience croissante des bienfaits de la réduction de la consommation d'alcool, cette initiative pourrait continuer à se développer et à inspirer des changements durables dans les habitudes de consommation. À long terme, le Dry January pourrait avoir un impact significatif sur la santé publique en France, en réduisant les risques associés à l'alcool et en favorisant un mode de vie plus sain. Ainsi, ce type de campagne permet de prendre conscience de sa consommation personnelle mais aussi de la pression sociale qui existe autour de l'alcool. En effet, lorsqu'une personne refuse de l'alcool, elle est souvent moquée ou stigmatisée comme trop sérieuse et ne voulant pas participer à un moment de convivialité. Cela peut se dérouler en famille, entre amis ou même sur le lieu de travail. ♦



DE NOUVEAUX CHANGEMENTS DANS L'ÉDUCATION

La plateforme Parcoursup est de nouveau ouverte aux inscriptions depuis le 15 janvier. Les 621 000 élèves de terminale vont s'y inscrire, ainsi que de nombreux étudiants en réorientation après avoir constaté que leur formation ne leur convenait pas. Cette plateforme permet de sélectionner les élèves selon leurs notes, parcours et appréciations. Son entrée en fonction en 2018 a marqué un tournant majeur dans le fonctionnement de l'enseignement supérieur français, où la sélection était majoritairement cantonnée aux classes préparatoires. Avec Parcoursup, elle s'est étendue également aux licences universitaires, qui peuvent désormais choisir certains élèves en priorité, même si elles sont obligées d'accueillir tous les demandeurs si des places sont encore disponibles.

La sélection a engendré des inquiétudes parmi les élèves et leurs familles, certaines n'hésitant plus à investir plusieurs centaines d'euros pour un suivi personnalisé par des « coaches d'orientation », voire des milliers dans le cas d'écoles privées. Ce secteur est en pleine expansion avec une réglementation encore incomplète. Certaines écoles ne peuvent délivrer de diplômes reconnus par l'État dans le cadre LMD (Licence, Master, Doctorat). Au mieux, les diplômes peuvent recevoir une certification professionnelle du ministère du travail, mais

la poursuite d'études et la reconnaissance par les entreprises restent aléatoires. Ce secteur doit faire l'objet de réformes pour être encadré, comme l'ont souligné des rapports parlementaires. Cela concerne également d'autres niveaux éducatifs, notamment le collège avec l'abandon du « choc des savoirs », et le lycée avec les ajustements liés au baccalauréat qui se poursuivent depuis la réforme initiée par Jean-Michel Blanquer.

Les choix de la nouvelle Ministre

Élisabeth Borne a été nommée ministre de l'Éducation le 23 décembre. Elle est la cinquième ministre en 2024 et a pris des décisions qui modifient en partie celles de ses prédécesseurs, notamment Gabriel Attal en décembre 2023. Ses deux prédécesseurs avaient mis l'accent sur la hausse du niveau des élèves avec le « choc des savoirs », qui intégrait les groupes de niveaux en mathématiques et français, et l'obligation d'obtenir le brevet pour passer en seconde (professionnelle, technologique ou générale), ce qui constituait une rupture majeure pour cet examen peu considéré. De nouveaux programmes et la labellisation des manuels par le ministère avaient également été introduits. Élisabeth Borne a décidé de se concentrer sur la lutte

contre les inégalités sociales, en mettant en avant le choix du gouvernement de renoncer aux 4 000 suppressions de postes d'enseignants malgré le contexte budgétaire difficile, une décision prise après des discussions avec les députés du Parti socialiste pour éviter la censure.

Une grande partie de la réforme de Gabriel Attal a été abandonnée, notamment l'obligation du brevet et les groupes en 4^{ème} et 3^{ème}. Seuls les groupes en 6^{ème} et 5^{ème} sont maintenus en attendant leur évaluation prévue en juin, et leur possible disparition, car ils sont accusés d'augmenter les inégalités entre les élèves. De plus, le risque de décrochage était majeur pour les élèves ne pouvant accéder à la seconde. Ils pouvaient aller dans une « prépa-seconde », mais il n'en existait qu'une par département, ou se diriger vers les CFA (Centre de formation des apprentis). De nouvelles mesures de soutien pour les élèves les plus fragiles devraient être annoncées, mais une des difficultés majeures est d'avoir suffisamment de ressources du côté des enseignants, avec un recrutement de plus en plus difficile malgré une certaine baisse démographique.

Un problème d'attractivité

Les remplacements de professeurs deviennent de plus en plus compliqués. En Seine-Saint-Denis, les non-remplacements coûtent environ une année de cours aux élèves sur l'ensemble de leur scolarité. Cela résulte de choix politiques qui ont réduit la part de remplaçants dans le total des enseignants. De plus, depuis 2011, les concours connaissent des difficultés. Le pire a été atteint en 2022 avec 21 % des places non pourvues, notamment en mathématiques, lettres classiques et allemand. Les matières scientifiques doivent faire face à la concurrence des entreprises, notamment les ingénieurs qui atteignent des salaires bien plus élevés à niveau de qualification équivalent, avec un concours en plus à valider. Pour les lettres classiques ou les langues, c'est surtout la baisse du nombre de diplômés qui pose problème, car ces filières sont perçues

comme offrant peu de débouchés. Concernant les professeurs des écoles, le concours se réalise au niveau de l'académie, et le déficit est concentré sur les régions les moins attractives, notamment en Île-de-France.

Le nombre de postes ouverts aux concours des enseignants du second degré pour 2025 enregistre une forte baisse des recrutements, notamment dans les matières les plus déficitaires, car le choix se fait en prenant en compte l'importance des candidats disponibles. En 2024, 12 % des places ouvertes aux CAPES sont restées vacantes, 11 % en lettres modernes, 20 % en mathématiques, 34 % en physique-chimie, 36 % en lettres classiques, et 54,5 % en allemand. Pour la troisième année consécutive, le ministère a prolongé la période d'inscription faute de candidats en nombre suffisant. En un peu plus de vingt-cinq ans, le nombre de candidats au métier d'enseignant dans le secondaire a diminué des trois quarts, passant de près de 110 000 en 1997 à moins de 30 000 en 2023 en regroupant les cinq concours : CAPES et agrégation pour les matières générales, CAPEPS pour l'éducation physique et sportive, CAPET pour les établissements techniques et CAPLP pour l'enseignement professionnel. Les seules possibilités à court terme sont d'augmenter les recrutements de professeurs contractuels ou le nombre d'heures supplémentaires. En sept ans, leur part dans l'enseignement public a augmenté de 18 %, ce qui pose la question de la qualité de l'enseignement avec des personnels souvent peu formés et avec une expérience limitée.

Les causes de cette baisse

Cinq réformes ont été mises en œuvre depuis 1989, dont certaines ont eu des effets très nets sur le recrutement. La forte baisse des candidats en 2011 coïncide avec la réforme de la mastérisation, qui a déplacé le concours de la fin de licence à la fin du master, dans le but affiché de renforcer la formation des enseignants. La seconde baisse de 2022 est due au nouveau report en deuxième année de master et non plus en première. Le

nombre de candidats s'adapte également aux postes proposés, qui dépendent des budgets de l'enseignement avec des variations importantes selon le bord politique. Cependant, il faut également mettre en avant les difficultés rencontrées par les enseignants au travail, qui, associées à la faiblesse relative des salaires, ont contribué à dégrader l'image du métier.

Cela conduit également à une augmentation des départs, même si le nombre total reste faible avec moins de 3 000 sur l'année scolaire 2021-2022.

Elisabeth Borne lors de sa prise de fonction comme Ministre de l'Éducation



Cependant, ils augmentent depuis dix ans, avec près de 200 départs supplémentaires chaque année, notamment parmi les professeurs des écoles. Les départs volontaires sont aujourd'hui davantage demandés par des enseignants en poste depuis plus de cinq ans, que ce soit à cause des difficultés pédagogiques, du manque de ressources, d'une idéalisation du métier, d'un manque de reconnaissance, d'un découragement et d'une dégradation des conditions de travail.

Des écoles privées de plus en plus nombreuses

En réaction à ces difficultés concentrées sur l'École et les formations publiques, le nombre d'écoles privées a fortement augmenté, en particulier dans les études post-bac depuis la création de Parcoursup. En 2022, 26 % des étudiants étaient inscrits dans une formation privée, contre seulement 13 % en 2001. Cela concerne les écoles de commerce et d'ingénieurs établies, mais aussi des groupes privés à but lucratif nouvellement créés, ou encore des structures spécialisées dans la mode, l'information, la cybersécurité ou la transition écologique.

L'augmentation de la crainte pour les élèves et les parents de ne pas trouver de formations qui leur plaisent les pousse à garantir des places contre des frais de scolarité très élevés, souvent supérieurs à 10 000 euros. Cependant, une partie d'entre elles ne peuvent délivrer les diplômes reconnus par le ministère de l'Enseignement supérieur. Il faut être particulièrement vigilant, car certaines de ces écoles mentent sur la valeur de leurs diplômes, ou utilisent des noms très proches comme « mastère », mais qui ne permettent pas d'atteindre un niveau bac+5. Il y a tellement de certifications différentes qu'il est très difficile de s'y retrouver. 24 000 formations se trouvent sur Parcoursup, dont 40 % dans le privé, mais une partie ne se trouve pas sur la plateforme. Une enquête de la répression des fraudes a révélé que, sur quatre-vingts établissements contrôlés en 2022, 56 % étaient en infraction. Le nombre de litiges est également en forte augmentation dans les formations post-bac privées, et un rapport parlementaire a dénoncé le manque de réglementation pour encadrer les établissements à but lucratif, qui regroupent plus de 400 000 étudiants. Un nouveau label public devrait se développer, mais la dissolution de l'Assemblée a stoppé les discussions qui n'ont pour l'instant pas repris. ♦



Un salon étudiant pour trouver sa formation



Marine Le Pen lors des obsèques de son père

JEAN-MARIE LE PEN : UNE FIGURE CONTROVERSÉE DE L'EXTRÊME DROITE FRANÇAISE

Jean-Marie Le Pen, fondateur du Front national, est décédé le 7 janvier à l'âge de 96 ans. Sa tombe a déjà été vandalisée dans la nuit du 30 au 31 janvier, quelques jours après son enterrement. Il a été une figure majeure de l'extrême droite française, particulièrement à partir des années 1980. Ses déclarations ont souvent été condamnées, notamment pour la négation de la gravité des crimes nazis et des injures homophobes. Les réactions à son décès ont été variées, mais moins négatives que ses condamnations auraient pu le laisser penser, notamment de la part du gouvernement et du Premier ministre. Cela illustre les changements de certains médias et leur perception de l'extrême droite, surtout en comparaison avec les manifestations massives après son accession surprise au second tour de l'élection présidentielle de 2002 qui avaient réuni plus d'un million de personnes.

Sauvegarder la nouvelle image du parti

Le déroulement des deux cérémonies funéraires était redouté en raison des risques de débordement des franges les plus extrêmes, que ce soit à La Trinité-sur-Mer le 11 janvier ou à Paris le 16 janvier, où toutes les composantes de l'extrême droite française étaient attendues. Un important dispositif policier

devant l'église et un filtrage par le RN ont permis d'éviter les manifestations les plus visibles, comme des personnes cagoulées, des croix celtiques ou des saluts nazis, ainsi que d'empêcher les plus radicaux, écartés du parti par Marine Le Pen, d'entrer afin de ne pas associer l'image plus policée du parti à ces éléments. Ces personnes ont souvent choisi d'assister à la cérémonie à l'extérieur, comme Dieudonné, condamné notamment pour des propos négationnistes. Il avait obtenu du juge des libertés l'autorisation d'assister à la messe, car Jean-Marie Le Pen était le parrain de l'une de ses filles. Néanmoins, le casting était déjà très radical à l'intérieur avec d'anciens élus comme Bruno Gollnisch ou Bruno Mégret, ainsi que les principaux acteurs actuels de l'extrême droite comme, Philippe de Villiers ou Éric Zemmour. Axel Loustau, un ancien élu et ami actuel de Marine Le Pen, a été prié de rester discret en raison de sa participation à des groupuscules connus pour leur violence, comme le GUD (Groupe union défense), ou encore le collectif xénophobe Némésis, qui a souvent bénéficié du manoir familial de Montretout pour préparer ses actions.

La manière dont l'enterrement du représentant le plus détesté de la famille Le Pen a été retransmis et commenté a montré qu'elle a amélioré son image, alors que cela a longtemps été un point faible majeur dans les enquêtes d'opinion. Ce moment

de communion avec la famille, retransmis par les chaînes d'information en continu, s'est focalisé sur l'émotion familiale. Marine Le Pen pouvait craindre la division de son parti entre ceux ayant adhéré par fascination pour Jean-Marie Le Pen et ceux qui l'ont rejoint après son exclusion en 2015, suite à de nouveaux propos antisémites. Dans une interview au magazine JDNews, propriété de Vincent Bolloré, elle a confessé qu'elle ne se pardonnerait jamais cette décision, qui lui a causé une immense douleur. Pourtant, ce choix majeur a permis dans l'opinion publique de dissocier Jean-Marie Le Pen de son héritière.

Depuis sa prise de contrôle du parti en 2011, Marine Le Pen a en effet entrepris une stratégie de « dédiabolisation » pour rendre le Front national (devenu Rassemblement National) plus acceptable aux yeux des électeurs. Cette stratégie visait à évacuer les aspects les plus controversés du parti, tels que l'antisémitisme, le racisme et le négationnisme, souvent associés à son père. Marine Le Pen a cherché à donner une image plus respectable et modérée du parti, en mettant l'accent sur des propositions sociales et en s'éloignant des discours les plus radicaux. Cette dédiabolisation a eu des conséquences électorales significatives. Les traits d'image négatifs associés au Rassemblement National ont diminué, tandis que les traits d'image positifs ont augmenté. Par exemple selon la Fondation Jean Jaurès, la part de Français jugeant que le RN est un parti d'extrême droite est passée de 78% en 2015 à 66% aujourd'hui. De plus, la capacité prêtée au RN de gouverner le pays est passée de 31% en 2015 à 44% aujourd'hui. Cette amélioration de l'image du parti a permis à Marine Le Pen de toucher un électorat plus large et de renforcer sa position sur la scène politique française.

Les réactions contrastées

La réhabilitation de Jean-Marie Le Pen a été soutenue par certains médias, notamment ceux détenus par le groupe Bolloré. Ils ont honoré la mémoire d'un homme décrit comme « visionnaire ». La nécrologie du Figaro l'a décrit comme « un briseur de tabous » et a renvoyé les accusations de racisme ou d'antisémitisme à ses « détracteurs », tandis que plusieurs autres avantages du Figaro Magazine et de Paris Match ont été publiés. Des dirigeants d'extrême droite ont été étonnés du discours très mesuré, voire positif, qui montre que l'argument moral ne fonctionne plus aussi bien contre le RN, même si le front républicain a de nouveau fonctionné aux élections

législatives de 2024.

Les dirigeants de gauche n'ont pour la plupart pas tenté d'exploiter politiquement le décès, à l'exception de François Ruffin, qui a rappelé les propos de Le Pen sur la Shoah, qu'il qualifiait de « détail de l'histoire », ses liens avec des figures très extrêmes, et que ses idées racistes doivent continuer à être combattues. L'Élysée a refusé de qualifier son héritage politique, relevant « du jugement de l'Histoire ». Le Premier ministre, François Bayrou, a vu en lui « un combattant » qui a causé des polémiques et façonné le débat politique en France. Éric Ciotti a quant à lui assisté aux obsèques de celui qui était totalement antigauilliste, alors qu'il est le dirigeant du parti Les Républicains, qui se considère encore comme l'héritier du Général De Gaulle. Les partisans de Jean-Marie Le Pen ont rendu hommage à un homme qu'ils considèrent comme un défenseur des valeurs traditionnelles françaises. Ils ont salué son courage politique et sa détermination à défendre ses convictions.

Les scènes de joie sur la place de la République à Paris après l'annonce du décès, rassemblant quelques centaines de personnes, ont été très commentées et souvent critiquées dans les médias. De nombreux citoyens ont également exprimé leur désapprobation sur les réseaux sociaux, rappelant les divisions et les tensions que Jean-Marie Le Pen a créées au sein de la société française. Les critiques ont souligné les aspects les plus controversés de sa carrière, notamment ses propos racistes et antisémites. Plusieurs médias ont également rappelé les déclarations choquantes et les condamnations de Jean-Marie Le Pen, comme le journal La Croix, qui a souligné ses propos racistes et antisémites, ainsi que ses liens avec des figures de l'extrême droite. La chaîne LCP - Assemblée nationale a également rapporté les critiques, notamment de la part de la gauche, qui a dénoncé son parcours comme étant marqué par le racisme et l'antisémitisme. Les commentateurs ont finalement rappelé que l'ascension du FN, entamée par Jean-Marie Le Pen puis poursuivie par le RN, semble aujourd'hui difficile à contenir, d'autant plus avec des médias de plus en plus accommodants, en premier lieu ceux du groupe Bolloré. ♦



Des scènes de joie à Paris après l'annonce de la mort de Jean-Marie Le Pen

- Marie-Claude Blais, *La solidarité. Histoire d'une idée*, 2007

- Edouard Gardella, *La solidarité individualiste. L'assistance moderne aux sans-abris et ses pathologies*, 2023

M. Jonathan HIRIART
M. Cyril HUNAUULT



Marie-Claude Blais,
La solidarité. Histoire d'une idée

Paris, Gallimard,
Collection Bibliothèque des idées, 2007

L'AUTRICE :

Marie-Claude Blais, docteure en philosophie et maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université de Rouen, mène des recherches sur l'éducation, la solidarité et les relations entre la famille et l'institution scolaire.

L'IDÉE :

L'autrice étudie l'émergence du concept de solidarité, à la fin du XIX^{ème} siècle, en étudiant les acteurs qui ont l'ont mis en avant, dans un contexte politique singulier, où s'affrontent socialisme et libéralisme. Ce faisant, elle ouvre une perspective critique sur un retour de l'usage de ce concept depuis les années 1980. En étudiant l'émergence du concept à la fin du XIX^{ème} siècle, elle permet de mesurer les limites de la faveur consensuelle contemporaine dont il jouit aujourd'hui.

L'ESSENTIEL :

Un siècle après la Révolution française, la société est confrontée à une crise du lien social due à la disparition des références religieuses et corporatistes traditionnelles. L'individu se retrouve isolé dans une logique égoïste d'*homo œconomicus*, accentuant les clivages sociaux. Face à ce constat, certains hommes politiques et intellectuels veulent promouvoir la solidarité comme une solution politique et morale, afin de favoriser une cohésion sociale fondée sur l'entraide et la responsabilité mutuelle. Cela se fait dans le contexte de l'affirmation de la Troisième république, dont les acteurs font le pari de l'optimisme et du progrès.

Les influences qui ont nourri cette doctrine sont multiples. Certains auteurs, comme Pierre Leroux, cherchent à transposer les concepts chrétiens de charité en une religion laïque de la solidarité. D'autres, comme Constantin Pecqueur, intègrent des avancées scientifiques pour justifier la solidarité sur une base rationnelle et biologique. Charles Renouvier, introduit la notion de devoirs envers la collectivité et envers soi-même. La solidarité est ainsi conçue comme une dette intergénérationnelle, une responsabilité mutuelle entre les membres d'une société. Cette conception repose sur l'idée que l'homme, bien que conditionné par son environnement, est libre de délibérer et d'agir en faveur du bien commun. La solidarité

ne repose donc pas uniquement sur des mécanismes naturels ou sociaux, mais exige un engagement volontaire et conscient. Un des penseurs majeurs de ce courant est Léon Bourgeois, qui publie en 1896 l'ouvrage "Solidarité". Il y développe l'idée du "quasi-contrat", un accord implicite qui lie chaque individu à la société par le simple fait de bénéficier de son existence. Cette conception permet de fonder un droit social visant à garantir justice et égalité sans renier les libertés individuelles. Bourgeois s'oppose à une vision de l'État tout-puissant et le conçoit plutôt comme une société où chacun participe au bien commun selon ses moyens et ses capacités. Émerge ainsi la doctrine du « Solidarisme », qui revendique une base individuelle, à rebours de la conception de la solidarité de certains socialistes. Suite à l'affaire Dreyfus, qui a fait prendre conscience à beaucoup de contemporains l'importance du droit des individus, Bourgeois a proposé l'idée de « socialisme libéral » qui vise à concilier l'action sociale de l'État et le respect des libertés individuelles, comme le droit de propriété.

L'éducation joue un rôle central dans la diffusion de cette éthique solidaire. Les républicains radicaux, appuyés par des intellectuels comme Ferdinand Buisson et Emile Durkheim, intègrent la solidarité dans les programmes scolaires. L'école

B i b l i o t h è q u e
des
IDÉES

La solidarité

Histoire d'une idée

par

MARIE-CLAUDE BLAIS

nrf
Éditions Gallimard

républicaine devient un vecteur d'apprentissage de la morale civique et sociale, visant à former des citoyens responsables et solidaires. Les Universités populaires, créées à la même époque, permettent également de diffuser ces idées dans les milieux ouvriers et d'entretenir un dialogue entre les classes sociales. Cependant, Marie-Claude Blais met en avant les limites de cette doctrine. Si la solidarité est prônée comme une valeur universelle, elle est souvent appliquée de manière restreinte. Les républicains radicaux, bien qu'attentifs à la question sociale, restent prudents dans leurs réformes. Ils défendent des expérimentations locales (coopératives, mutualités, banques populaires) mais sans transformation radicale du système économique. De plus, leur conception de la citoyenneté reste largement excluante : les femmes, par exemple, ne sont pas pleinement intégrées dans leur projet politique. L'évolution du XXe siècle a progressivement marginalisé ce modèle solidariste.

La montée du libéralisme économique et la remise en cause de l'État-providence ont affaibli les politiques publiques inspirées par cette doctrine. La solidarité, désormais invoquée dans des contextes très divers, perd de sa cohérence et de son ancrage politique. Marie-Claude Blais invite ainsi à une réflexion sur la manière de redonner à ce concept une force transformatrice, en réinventant des formes d'engagement collectif adaptées aux réalités contemporaines.

La solidarité, histoire d'une idée est donc ouvrage met en lumière une notion qui, bien que centrale dans le projet républicain, reste marquée par des tensions entre volonté de transformation sociale et réalisme politique. En revisitant les origines de la solidarité, Marie-Claude Blais ouvre une perspective critique sur son usage actuel et invite à repenser les fondements d'un engagement collectif authentique. ♦



Édouard Gardella,

La solidarité individualiste. L'assistance moderne aux sans-abris et ses pathologies

Economica, 2023

PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Édouard Gardella est un sociologue français spécialisé dans l'étude des politiques sociales, notamment celles liées à la prise en charge des populations précaires. Chercheur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, il s'intéresse particulièrement aux tensions entre solidarité et individualisme dans les dispositifs d'assistance. Influencé par des auteurs comme Émile Durkheim et Louis Dumont, il adopte une perspective critique sur l'évolution des politiques publiques et leurs transformations contemporaines.

Ses recherches reposent sur une approche empirique mêlant enquêtes de terrain et analyse institutionnelle. Il a étudié en profondeur les dispositifs d'urgence sociale, notamment les centres d'hébergement, le 115 et les associations d'aide aux sans-abris. Gardella assume une approche normative et critique

de la sociologie (une position qui donne sa place au jugement de valeur sur le juste et l'injuste) à la différence des approches dites « positivistes ». Comme l'écrivait déjà Durkheim « de ce que nous nous proposons avant tout d'étudier la réalité, il ne s'ensuit pas que nous renoncions à l'améliorer : nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif¹ ».

Avec *La solidarité individualiste*, Gardella propose des réflexions en s'attaquant sur une question centrale dans le contexte de l'urgence sociale : dans quelle mesure les dispositifs majoritairement d'aide aux sans-abris incarnent-ils encore une véritable solidarité ? Sa méthodologie est assez originale dans la mesure où il s'intéresse aux représentations des travailleurs sociaux : « pour recommander comment il convient d'aider les sans-abris dans la société française du XXI^e siècle, il faut d'abord comprendre comment les professionnels qui y sont désignés comme responsables de cette tâche, s'y prennent eux-mêmes et estiment qu'il faut faire² ».

LE PLAN DE L'OUVRAGE

L'ouvrage est organisé en trois grandes parties,

1. Durkheim É., *De la division du travail social*, Paris, PUF, 1998, « Préface à la première édition ».

2. Gardella, E., *La solidarité individualiste. L'assistance moderne aux sans-abris et ses pathologies*, Paris, Economica, 2003, p. 7

qui permettent de développer une analyse sociologique approfondie de la solidarité individualiste.

La première partie, intitulée *La solidarité individualiste en action*, se concentre sur les pratiques concrètes d'assistance aux sans-abris en France. Gardella y aborde les grandes questions normatives et pratiques auxquelles sont confrontés les professionnels du secteur. Il s'interroge notamment sur les limites de l'inconditionnalité de l'aide et sur la gestion des refus d'hébergement par les bénéficiaires dans le cadre d'une relation asymétrique (les travailleurs sociaux ont un devoir d'aide, mais cette dernière n'est pas toujours acceptée par les sans-abris). Le chapitre 1 pose la question de savoir s'il est légitime d'assister tous les sans-abris, ou s'il est nécessaire de hiérarchiser les besoins en fonction de critères de vulnérabilité. Dans un prolongement, le chapitre 2 traite de la temporalité de l'assistance et s'interroge sur la possibilité d'une aide sans limite de durée, en examinant les tensions entre protection temporaire et accompagnement vers l'autonomie. Enfin le chapitre 3 aborde la question du consentement à l'assistance et analyse les dilemmes moraux liés à la contrainte, notamment lorsqu'il s'agit de protéger des bénéficiaires contre eux-mêmes dans le cadre d'une urgence vitale (relation asymétrique).

Dans la deuxième partie, intitulée *L'avènement de la solidarité individualiste*, l'auteur adopte une perspective historique pour expliquer l'évolution des politiques d'assistance. Il retrace les transformations morphologiques du travail social et montre comment la figure du sans-abri a remplacé celle du vagabond dans l'imaginaire collectif. Il explore également les conditions sociales et économiques qui ont conduit à l'émergence d'un modèle de solidarité fondé sur l'autonomie individuelle. Ainsi le chapitre 4 présente l'hypothèse morphologique, selon laquelle les transformations des politiques sociales sont liées à l'évolution des structures sociales elles-mêmes. Le chapitre 5 analyse le passage de la notion de vagabondage à celle de sans-abrisme, en montrant comment cette reconfiguration s'inscrit dans une logique de normalisation sociale, alors que le chapitre 6 examine les mutations du travail d'assistance, en s'appuyant sur des données statistiques et des témoignages de professionnels du secteur.

La troisième partie, intitulée *Politique de la solidarité individualiste*, propose une réflexion critique sur les politiques sociales actuelles. Gardella y formule des recommandations pour réformer les dispositifs d'assistance et les rendre plus compatibles avec les idéaux de justice sociale et d'égalité. Ainsi le chapitre 7 interroge la pertinence des critiques adressées à l'assistance moderne et propose une méthodologie sociologique pour évaluer les pratiques d'aide. Le chapitre 8 analyse les raisons qui poussent certains sans-abris à refuser l'aide proposée, en examinant les facteurs structurels et psychologiques de ce phénomène. Enfin, le chapitre 9 propose des pistes de réforme pour repenser la solidarité individualiste, en mettant l'accent sur la nécessité de garantir l'inconditionnalité de l'aide et de réduire les asymétries dans les relations d'assistance.

LA THÈSE CENTRALE DE L'OUVRAGE

Gardella développe une analyse critique des politiques d'assistance aux sans-abris en France et met en évidence un paradoxe. La solidarité, censée être un principe universel et inconditionnel, s'est transformée en un dispositif de gestion et de responsabilisation des individus. Il qualifie ce modèle de **solidarité individualiste**.

Contrairement à la solidarité classique, qui repose sur une prise en charge collective et inconditionnelle des plus vulnérables, la solidarité individualiste fonctionne selon une logique d'**autonomie sous contrainte**. L'accès à l'aide est conditionné à la capacité des bénéficiaires à prouver leur volonté d'insertion. Les travailleurs sociaux se retrouvent ainsi dans une position ambivalente : ils doivent à la fois accompagner et contrôler, soutenir et trier.

L'auteur souligne plusieurs conséquences négatives de ce modèle. Il met en avant la stigmatisation des bénéficiaires qui, en devant prouver des efforts et du mérite, sont renvoyés à leur responsabilité individuelle et peuvent être perçus comme les seuls acteurs de leur exclusion. Il montre également comment ces logiques produisent des **pathologies institutionnelles** dans l'aide aux sans-abris, notamment une bureaucratisation excessive qui détourne les travailleurs sociaux de leur mission principale et un sentiment d'impuissance face aux contradictions entre injonctions administratives et accompagnement humain. Enfin, il analyse comment la remise en cause du principe d'inconditionnalité de l'aide conduit à exclure certains publics jugés trop éloignés des attentes institutionnelles, comme les hommes seuls, les personnes souffrant d'addictions ou les étrangers en situation irrégulière.

CONCEPTS CLÉS DÉVELOPPÉS DANS L'OUVRAGE

Dès l'introduction Gardella insiste sur la notion de justice et ses paradoxes. Il identifie trois règles de justice qui structurent l'assistance aux sans-abris en France et révèlent la logique de la solidarité individualiste.

L'égalité de dignité de l'individu "assisté" implique que l'assistance respecte l'autonomie de la personne aidée. Elle doit être considérée comme capable de jugement et de décision sur sa propre situation. Ce principe justifie notamment le refus d'imposer une aide contre la volonté d'un bénéficiaire même lorsque sa survie est en jeu.

L'émancipation comme finalité de l'aide établit que l'assistance ne doit pas seulement protéger mais aussi accompagner les bénéficiaires vers l'autonomie en favorisant leur sortie du sans-abrisme et de la dépendance à l'aide sociale. L'insertion et l'émancipation sont donc prioritaires sur la simple protection ce qui explique que les dispositifs d'aide cherchent

à structurer des parcours de réinsertion plutôt qu'une prise en charge illimitée.

Enfin l'universalité de l'assistance repose sur une logique humanitaire selon laquelle chaque individu doit pouvoir accéder à l'aide indépendamment de sa nationalité son genre sa religion ou sa situation administrative. Toute personne en détresse est avant tout un être humain digne de solidarité indépendamment de ses caractéristiques personnelles.

Ces trois règles montrent que la solidarité contemporaine est marquée par une tension entre l'exigence d'autonomie des bénéficiaires et les impératifs de protection et d'insertion imposés par les institutions sociales.

Gardella définit la **solidarité individualiste** comme un modèle où l'aide sociale est conditionnée à la responsabilité individuelle. La solidarité n'est plus pensée comme un droit universel mais comme une opportunité réservée à ceux qui démontrent une volonté de s'insérer dans la société. Cette logique repose sur l'idée que les bénéficiaires doivent prouver leur mérite pour recevoir une aide durable. Dans certains centres d'hébergement, l'accès à un logement stable est ainsi

conditionné à la participation à des ateliers de réinsertion ou à l'adoption d'un projet de vie conforme aux attentes des institutions.

Les **pathologies institutionnelles** désignent les dysfonctionnements des dispositifs d'aide. La bureaucratisation excessive oblige les travailleurs sociaux à consacrer une grande partie de leur temps à des tâches administratives, ce qui limite leur capacité à assurer un accompagnement humain. Cette situation engendre une fatigue institutionnelle, où les professionnels du social, pris entre les impératifs d'insertion et les réalités du terrain, subissent un stress constant. La stigmatisation des bénéficiaires est également une conséquence majeure de cette approche. En exigeant des efforts continus de leur part, les dispositifs contribuent à renforcer l'idée que les sans-abris sont en partie responsables de leur situation et méritent ou non l'aide qui leur est octroyée.

RÉFÉRENCES THÉÂTRALES ET CINÉMATOGRAPHIQUES

L'ouvrage de Gardella peut être mis en perspective avec plusieurs œuvres artistiques qui interrogent la question de la solidarité et de l'exclusion sociale. Au théâtre, la pièce *Welfare* de Julie Deliquet, inspirée du documentaire de Frederick Wiseman, illustre les tensions entre assistance et contrôle dans les services sociaux new-yorkais. Cette œuvre montre comment les travailleurs sociaux et les bénéficiaires sont enfermés dans des logiques administratives qui compliquent l'accès aux droits.

Au cinéma, plusieurs films abordent ces thématiques. *Daniel Blake* de Ken Loach dénonce les absurdités du système d'aide britannique et les obstacles bureaucratiques qui entravent l'accès aux droits sociaux. *Les Invisibles* de Louis-Julien Petit raconte le combat de travailleuses sociales pour maintenir un centre d'accueil pour femmes sans-abri menacé de fermeture. Enfin *Sorry We Missed You* du même Ken Loach s'intéresse à la précarisation du travail et au recul de la solidarité institutionnelle.

SUJETS POSSIBLES AU CONCOURS DU RÉSEAU SCIENCES PO

L'ouvrage de Gardella fournit une base solide pour traiter des questions liées à la solidarité dans les épreuves du concours. Plusieurs sujets peuvent être envisagés, comme « **La solidarité peut-elle être conditionnelle ?** » qui interroge l'évolution des politiques d'aide sous l'angle de la responsabilisation des bénéficiaires, ou « **Peut-on concilier individualisme et solidarité ?** » qui pose la question de la compatibilité entre une logique de responsabilisation individuelle et une politique de solidarité universelle. ♦

Édouard Gardella

La solidarité individualiste

L'assistance moderne
aux sans-abri et ses pathologies

TV